



Assemblée générale

Distr. générale
7 juillet 2014
Français
Original : espagnol

Soixante-huitième session

Point 15 de l'ordre du jour

Vers une culture de paix

**Note verbale datée du 14 février 2014, adressée
au Secrétaire général par la Mission permanente
de Cuba auprès de l'Organisation des Nations Unies**

La Mission permanente de la République de Cuba auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au cabinet du Secrétaire général et a l'honneur de demander que soient distribués les documents finals du deuxième Sommet de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC), tenu à La Havane du 27 au 29 janvier 2014, dont le texte est joint à la présente note (voir annexe), comme document de l'Assemblée générale au titre du point 15 de l'ordre du jour intitulé « Vers une culture de paix ».

14-56237X (F)



Merci de recycler 



**Annexe à la note verbale datée du 14 février 2014
adressée au Secrétaire général par la Mission permanente
de Cuba auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Déclaration de la Havane du Deuxième Sommet de la CELAC

Nous les chefs d'État et de Gouvernement de l'Amérique latine et des Caraïbes, réunis à la Havane (Cuba) à l'occasion du deuxième Sommet de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC), tenu les 28 et 29 janvier 2014,

Réaffirmant la validité de l'héritage historique de la communauté, constitué de l'héritage historique du Groupe de Rio et du Sommet de l'Amérique latine et des Caraïbes sur le développement et l'intégration et des déclarations, des communiqués spéciaux et des décisions adoptées lors du premier Sommet de la CELAC, tenu à Santiago du Chili les 27 et 28 janvier 2013, du Sommet constitutif de Caracas du 3 décembre 2011, du Sommet de l'unité de l'Amérique latine et des Caraïbes, tenu à Riviera Maya, Cancun (Mexique), le 23 février 2010, des Sommets de l'Amérique latine et des Caraïbes sur l'intégration et le développement, commencés à Salvador de Bahia (Brésil), les 16 et 17 décembre 2008 et durant le processus d'harmonisation qui a abouti à la création de la CELAC,

Soulignant que deux années après avoir mis en place la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes nous avons réussi à bâtir un espace de dialogue et de concertation politique qui nous unit et rend possible notre aspiration à collaborer au bien-être de nos peuples ce qui permet du même coup à notre région de mieux s'insérer et de se projeter dans le contexte international,

Confirmant aujourd'hui notre volonté irrévocable de renforcer cet espace de dialogue politique efficace, nous avons forgé, forgeons et forgerons notre diversité à partir de laquelle nous devons dégager les objectifs communs et les points de convergences qui nous permettront d'aller de l'avant dans le processus d'intégration de notre région. Consolidons nos démocraties ainsi que l'ensemble des droits de l'homme pour tous, offrons davantage de chances à notre population, construisons des sociétés plus ouvertes, améliorons notre productivité, resserrons nos relations commerciales, améliorons notre infrastructure et notre connectivité ainsi que les réseaux nécessaires pour unir de plus en plus nos peuples, œuvrons pour un développement durable, pour l'élimination des inégalités et pour une répartition plus équitable de la richesse afin que toutes les femmes et tous les hommes se rendent compte que la démocratie donne un sens à leur vie. Telle est la mission de la CELAC, telle est la tâche qui nous a été fixée et telle est la responsabilité politique qui sera la nôtre et dont il nous faudra rendre compte à nos peuples

1. *Réaffirmons* que l'unité et l'intégration de notre région doit se bâtir progressivement, avec souplesse, dans le respect du pluralisme, de la diversité et du droit souverain qu'a chacun de nos peuples de choisir son type d'organisation politique et économique. Réaffirmons que notre communauté se fonde sur le respect sans réserve des buts et principes de la Charte des Nations Unies et du droit international, sur le règlement pacifique des différends, sur l'interdiction de l'emploi et de la menace d'emploi de la force, sur le respect de l'autodétermination, de la souveraineté, de l'intégrité territoriale, de la non-ingérence dans les affaires internes de tous les pays, sur la protection et la promotion de tous les droits de l'homme, sur l'état de droit au plan national et international, sur l'encouragement de

la participation citoyenne et de la démocratie. Nous engageons de même à œuvrer ensemble pour la prospérité générale, de sorte que soient éliminées la discrimination, les inégalités et la marginalisation, les violations des droits de l'homme et les transgressions de l'état de droit;

2. *Réaffirmons* le principe général selon lequel une de nos priorités consiste à renforcer le rôle de la CELAC comme tribune et acteur politique international. Dans ce contexte considérons qu'autant que cela sera possible et viable, il est essentiel de s'efforcer de perfectionner la coordination et la coopération entre les membres de la CELAC, dans le cadre des organismes internationaux;

3. *Exprimons* la profonde tristesse que nous inspire le décès survenu le 5 mars 2013 du Commandant Président de la République bolivarienne du Venezuela, Hugo Rafael Chávez Frías, un des principaux fondateurs et instigateurs de la CELAC, humaniste infatigable et force motrice de l'union de l'Amérique latine et des Caraïbes qui a lutté contre l'exclusion sociale, la pauvreté et a promu le développement intégral de la région;

4. *Insistons* sur le but qui est le nôtre de continuer de progresser unis dans la concertation et l'intégration de l'Amérique latine et des Caraïbes et dans le renforcement de notre communauté, conformément aux idéaux et aux rêves de nos libérateurs et de nos pères. Confirmons notre décision de prendre des mesures qui permettent d'empêcher, et le cas échéant, d'affronter de concert les effets de la crise internationale actuelle aux interrelations multiples qui continuent d'avoir un effet négatif sur les efforts déployés par nos pays pour favoriser la croissance et le développement durable et intégré de la région;

5. *Sommes favorables* à une vision de développement intégré et sans exclusive qui garantisse le développement durable et productif en harmonie avec la nature, dans les domaines où nous pourrions mettre en place des synergies, notamment dans les secteurs tels que l'énergie, l'infrastructure, le commerce intrarégional, la production alimentaire, les industries intermédiaires, les investissements et le financement, dans le but de parvenir au plus grand développement social possible en faveur de nos peuples;

6. *Assumons* notre engagement en faveur du développement régional intégré, sans exclusive et équitable, en tenant compte de l'intérêt qu'il y a à assurer un traitement favorable aux petites économies vulnérables, aux pays en développement sans littoral et aux États insulaires;

7. *Saluons* les importants résultats obtenus lors des réunions des coordonnateurs nationaux et des ministres des relations extérieures organisées à ce jour et exhortons à l'application des décisions prises et des mandats attribués dans le cadre des accords conclus, sur la base des principes de la souplesse et de la participation volontaire;

8. *Reconnaissons* que l'expérience acquise au cours des deux années d'existence de la CELAC montre l'importance du dialogue permanent si nous voulons consolider le processus concernant les questions d'intérêt régional, sur la base des principes de solidarité de complémentarité avec d'autres expériences ou institutions régionales et sous-régionales et de coopération, le but recherché étant d'obtenir des résultats effectifs en vue d'un développement durable, solidaire et sans exclusive des pays d'Amérique latine et des Caraïbes. Mettons l'accent sur les

progrès accomplis dans le cadre du dialogue avec les mécanismes régionaux et sous-régionaux d'intégration;

9. *Lançons un appel* à la communauté internationale pour qu'elle prenne des mesures urgentes afin de faire face aux faiblesses et aux déséquilibres systémiques. Exprimons notre désir d'œuvrer de concert pour relever les défis inhérents à la situation internationale actuelle et de nous employer à favoriser dans la région une croissance durable, dynamique et à long terme, de façon à promouvoir l'équité et l'inclusion sociale et l'intégration de l'Amérique latine et des Caraïbes, en tenant compte de l'importance de l'entrepreneuriat et des petites et moyennes entreprises comme instrument de consolidation des économies nationales;

10. *Réaffirmons* que pour éliminer la pauvreté et la faim il est nécessaire de mettre en place des politiques économiques qui favorisent la productivité et le développement durable au sein de nos pays, d'œuvrer au renforcement de l'ordre économique mondial dans leur intérêt, de favoriser la complémentarité, la solidarité et la coopération et d'exiger le respect des promesses d'aide au développement formulées par les pays développés;

11. *Confirmons* notre volonté de favoriser la croissance, le progrès, l'inclusion sociale et le développement durable dans nos États, grâce à l'élaboration et au développement de plans, de politiques et de programmes nationaux, en nous fixant des objectifs quantifiables et des calendriers visant à universaliser la jouissance et l'exercice des droits économiques et culturels en donnant la priorité aux personnes vivant dans l'extrême pauvreté et aux segments de population vulnérables notamment aux populations autochtones, aux populations d'ascendance africaine, aux femmes, aux enfants, aux personnes handicapées, aux personnes âgées, aux jeunes et aux migrants;

12. *Nous félicitons* du succès de la troisième Conférence mondiale sur le travail des enfants et réitérons notre engagement en vue de l'élimination des pires formes de travail des enfants avant 2016 et de l'élimination du travail des enfants le plus rapidement possible;

13. *Saluons* l'adoption de la Déclaration et du Plan d'action de Caracas issus de la réunion des autorités chargées du développement social en vue de l'élimination de la faim et de la pauvreté. Continuerons d'élaborer des plans, des politiques et des programmes nationaux afin de réduire progressivement les inégalités de revenus qui sont à l'origine de la faim, de la pauvreté et de l'exclusion sociale, grâce entre autres à des politiques fiscales progressives et à des politiques de création d'emplois structurés permanents, de protection, d'assistance et de sécurité sociales, à l'établissement de salaires minimums et à leur augmentation progressive politiques qui seront mises en œuvre en fonction des capacités de chaque membre de la CELAC, en augmentant graduellement l'investissement social;

14. *Accordons* le plus haut rang de priorité au renforcement de la sécurité en matière d'alimentation et de nutrition, à l'alphabétisation et la post-alphabétisation, à l'éducation générale publique gratuite, à l'éducation technique, professionnelle et supérieure de qualité et socialement pertinente, à l'occupation des terres, au développement de l'agriculture, y compris de l'agriculture familiale et paysanne, au travail décent et durable, au soutien aux petits producteurs agricoles, à l'assurance-chômage, à la santé publique universelle, au droit à un logement adéquat pour tous

et pour toutes et au développement productif et industriel comme facteur décisif de l'élimination de la faim, de la pauvreté et de l'exclusion sociale;

15. *Réitérons* notre engagement à travailler ensemble au renforcement des mécanismes nationaux, régionaux et multilatéraux pour lutter contre le trafic illicite de biens culturels et garantir l'intégration culturelle de nos peuples grâce à la promotion de l'échange de savoirs culturels, traditionnels et modernes;

16. *Reconnaissons* que les peuples autochtones et les communautés locales jouent un rôle important dans le développement économique, social et environnemental et reconnaissons l'importance que revêtent leurs pratiques agricoles traditionnelles durables, associées à la biodiversité, et la jouissance de leurs ressources, de leur droit d'accès à une eau convenant à l'irrigation, conformément à la législation de chacun des pays, au régime communal d'occupation des terres et aux systèmes traditionnels de fourniture des semences ainsi que l'accès au financement et aux marchés;

17. *Décidons* de renforcer de manière intégrale la base productive en mettant l'accent sur les pratiques locales et culturelles durables des peuples autochtones et des communautés locales en vue d'une gestion intégrée qui assure l'optimisation de l'utilisation et de l'accès à l'eau aux fins d'irrigation dans une optique de gestion des bassins, de rétablissement de la fertilité du sol grâce à la reconstitution du couvert végétal, à l'utilisation d'engrais organique, au système de terrasses et à la conservation et à l'augmentation de la biodiversité, grâce à la récupération et à la sélection des semences indigènes et à la production de semences améliorées;

18. *Insistons* sur le rôle fondamental des politiques publiques et reconnaissons l'apport des plus utiles du secteur privé, de la société civile, des mouvements sociaux et de l'ensemble de la société. Prenons note des progrès réalisés et nous engageons à continuer de les favoriser activement dans le respect des priorités et des stratégies nationales de développement de chaque État dans le but d'éliminer la faim, la pauvreté et l'exclusion sociale. Reconnaissons l'importance que revêt à cette fin la coopération internationale, régionale et bilatérale;

19. *Prenons acte* des initiatives nationales, sous-régionales et régionales visant à garantir le droit des hommes à l'alimentation et à promouvoir la sécurité en matière d'alimentation et de nutrition, à réduire les niveaux de pauvreté et à lutter pleinement contre l'exclusion et nous félicitons des progrès réalisés dans ces domaines tout en soulignant que pour garantir des succès ultérieurs il y a lieu de privilégier la complémentarité et la solidarité entre nos pays;

20. *Nous engageons de nouveau* à renforcer dans chaque pays les mécanismes de suivi des programmes et des projets sociaux mis en œuvre dans différents secteurs en accordant une attention particulière aux segments les plus vulnérables de la population afin d'évaluer les effets obtenus dans une approche multidimensionnelle et de confronter les meilleures pratiques suivies dans les autres pays de la région;

21. *Soutenons* l'Initiative pour l'Amérique latine et les Caraïbes libérées de la faim d'ici à 2025;

22. *Réaffirmons* notre volonté de promouvoir des programmes régionaux, sous-régionaux, bilatéraux et triangulaires de coopération pour le développement ainsi qu'une politique régionale de coopération Sud-Sud et triangulaire qui tienne

compte des caractéristiques et des besoins propres aux diverses zones et sous-régions ainsi que de chacun des pays qui les composent;

23. *Reconnaissons* à cet égard que les Caraïbes insulaires et l'Amérique centrale ainsi que les pays de la côte septentrionale de l'Amérique du Sud disposant de zones côtières basses sont les sous-régions les plus vulnérables du point de vue économique, social et environnemental et préconisons la promotion du commerce solidaire et complémentaire, des investissements et des projets ainsi que des mesures de coopération visant à surmonter les difficultés et les défis très divers liés à leur vulnérabilité;

24. *Nous engageons* à continuer de participer à l'effort de reconstruction et de développement de Haïti, conformément aux domaines prioritaires fixés par le Gouvernement haïtien et dans le respect total de l'autorité de ce pays, de sa souveraineté et du principe de non-ingérence dans ses affaires intérieures, conformément à la résolution sur la coopération spéciale avec Haïti approuvée par les Ministres des relations extérieures et ratifiées par les chefs d'État et/ou de gouvernement lors du premier Sommet de la CELAC. Nous demandons instamment aux gouvernements, aux donateurs traditionnels et aux institutions financières internationales qu'ils appuient davantage et plus rapidement l'exécution du plan de développement stratégique national du Gouvernement haïtien, notamment dans le domaine de l'agriculture. Les exhortons en outre à soutenir le plan national d'élimination du choléra qui appelle des mesures urgentes de prévention et de contrôle ainsi que des investissements dans les infrastructures d'approvisionnement en eau, d'assainissement et de renforcement des capacités des institutions nationales;

25. *Affirmons* que, en vue de l'élaboration d'un programme stratégique régional pour la gestion intégrée du risque de catastrophe, il est impératif que la question soit conçue comme un processus composé d'actions d'évaluation et de réduction des risques, de préparation, d'assistance humanitaire et de reconstruction, mesures qui devront faire partie d'un plan d'action coordonné et articulé entre les organismes locaux, nationaux, sous-régionaux et régionaux;

26. *Nous engageons* à continuer d'implanter au plan régional de solides principes de reconnaissance des droits des migrants et à approfondir la coordination des politiques migratoires régionales et des positions communes dans le cadre des négociations mondiales et interrégionales sur l'immigration et en particulier à promouvoir le débat international sur le lien entre migration, développement et droits de l'homme;

27. *Réaffirmons* notre détermination et notre engagement à continuer de poursuivre la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement;

28. *Réaffirmons* l'importance du processus intergouvernemental d'élaboration du programme de développement pour l'après-2015, qui devrait être ouvert, transparent et sans exclusive. Soulignons que le nouveau programme de développement devra être élaboré dans le respect absolu des principes consacrés dans la Charte des Nations Unies et conformément aux principes énoncés dans le document final de Rio +20 « L'avenir que nous voulons » sur la base des approches, perspectives, modèles et instruments différents que les pays ont arrêtés pour parvenir au développement durable en fonction des situations et des priorités nationales, sans perdre de vue que le processus devra être universel et suffisamment souple pour répondre aux priorités, aux situations et aux besoins propres aux pays

en développement et compte tenu des besoins particuliers des différents pays, notamment des pays les moins avancés, des pays sans littoral, des petits États insulaires en développement et des pays dits à revenu intermédiaire;

29. *Reconnaissons* qu'il est urgent que le nouveau programme de développement inclue explicitement comme objectif, assorti d'indicateurs et de délais d'exécution précis, les moyens qui garantissent sa mise en œuvre, notamment des ressources financières nouvelles, supplémentaires et prévisibles, le développement et le transfert de la technologie, la création de capacités dans les pays en développement;

30. Le nouveau programme doit se fonder sur l'expérience acquise dans la poursuite des objectifs du Millénaire pour le développement dans le but de définir harmonieusement les objectifs du développement durable, d'exclure toute conditionnalité et d'éliminer les fossés qui existent à l'intérieur des sociétés, entre les régions et à l'échelle mondiale. De plus, il devra renforcer l'engagement pris par la communauté internationale de placer les personnes au centre des préoccupations, de promouvoir une croissance économique durable et sans exclusive, un développement social participatif et la protection de l'environnement;

31. *Souscrivons de nouveau* à la résolution A/RES/64/292 de l'Assemblée générale des Nations Unies du 28 juillet 2010 dans laquelle l'Assemblée reconnaît que le droit à l'eau potable et à l'assainissement est un droit de l'homme essentiel à la pleine jouissance de la vie et à l'exercice de tous les droits de l'homme;

32. *Convaincus* que le changement climatique est un des plus graves problèmes de notre époque, nous *déclarons profondément préoccupés* par son impact de plus en plus négatif sur les pays en développement et en particulier les petits États insulaires, un impact qui compromet les efforts déployés pour éliminer la pauvreté et parvenir au développement durable. Dans ce contexte, et dans le cadre du principe des responsabilités communes mais différenciées et des capacités respectives, reconnaissons que le caractère mondial du changement climatique exige la coopération de tous les pays et leur participation à une réponse internationale effective et appropriée conforme à la responsabilité historique de tout un chacun face à ce phénomène, afin d'accélérer la réduction globale des émissions à l'échelle mondiale des gaz à effet de serre et l'adoption de mesures d'adaptation conformes aux dispositions et principes de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et aux décisions adoptées lors des conférences des Parties;

33. *Prenons note avec satisfaction* de la tenue le 22 avril 2013 à New York du dialogue interactif de l'Assemblée générale sur l'harmonie avec la nature, dans le cadre de la commémoration de la Journée internationale de la terre nourricière, rencontre qui a porté sur différentes approches économiques visant, dans le contexte du développement durable, à promouvoir un fondement plus éthique des relations entre les hommes et la terre;

34. *Nous félicitons* de la conclusion récente de la nouvelle Convention de Minamata sur le mercure qui constitue le premier instrument contraignant négocié dans le cadre des Nations Unies depuis 12 ans et le premier élément du programme d'action qui fait suite à la Conférence Río+20 sur le développement durable, en soulignant qu'il s'agit là d'un grand pas en avant dans le développement du droit international de l'environnement dans la mesure où l'objectif fixé est la protection de la santé humaine et de l'environnement face aux risques liés au mercure, en

exhortant tout particulièrement les pays membres à prendre des mesures permettant que cette convention entre rapidement en vigueur et soit effectivement mise en œuvre. De même, lançons un appel à la participation à la réunion régionale du GRULAC où va se préparer la sixième session du Comité intergouvernemental de négociation sur le mercure (INC-6).

35. Nous, pays d'Amérique latine et des Caraïbes, *manifestons notre appui* à la présidence péruvienne de la vingtième Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et à la 10^e réunion des Parties au protocole de Kyoto qui se tiendra à Lima (Pérou) du 1^{er} au 12 décembre 2014 et nous engageons à favoriser sa réussite et celle de sa phase préparatoire, étapes essentielles du processus d'élaboration d'un instrument juridique renforcé dans le cadre de la Convention qui doit être soumis en 2015. Nous soulignons qu'il importe que, pour qu'il soit efficace et facilite la participation de tous les pays, cet instrument doit respecter les principes et les dispositions de la Convention;

36. *Exhortons* les pays de la Communauté à se faire représenter à la première Pre-COP sociale de changement climatique qui se tiendra du 13 au 16 octobre 2014 à Caracas (Venezuela) et qui constitue une initiative importante dans le processus de négociations dans le cadre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques dans le but de renforcer l'alliance entre les peuples et les gouvernements en vue de l'établissement du régime à venir qu'exige la lutte contre les changements climatiques;

37. *Nous engageons*, en accord avec nos capacités et nos législations internes, à appuyer la recherche scientifique sur la toxicomanie dans les pays de la CELAC, dans le souci de progresser dans la mise en place de traitements, y compris de vaccins et d'antidotes;

38. *Insistons* sur le fait que Porto-Rico fait partie intégrante de l'Amérique latine et des Caraïbes et, prenant note des résolutions adoptées sur la question par le Comité spécial de la décolonisation de l'ONU, considérons qu'il s'agit d'une question d'importance pour la CELAC;

39. Nous, pays membres de la CELAC, *nous engageons* à continuer d'œuvrer dans le cadre du droit international et particulièrement de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale des Nations Unies du 14 décembre 1960 pour faire en sorte que la région de l'Amérique latine et des Caraïbes soit un territoire libre de tout colonialisme et sans colonie;

40. Nous *chargeons* le Quatuor de la CELAC de présenter, en collaboration avec d'autres États membres souhaitant s'associer à cette mission, des propositions pour aller de l'avant dans le sens indiqué au paragraphe 38 de la présente déclaration;

41. *Réitérons* notre refus des listes et certifications unilatérales établies par certains pays développés qui touchent des pays de la région, en particulier en ce qui concerne le terrorisme, le trafic de stupéfiants et d'êtres humains et d'autres questions de même nature et souscrivons au communiqué spécial approuvé par la CELAC le 5 juin dernier qui refuse l'inclusion de Cuba dans la liste du Département d'État des États-Unis dite des États qui soutiennent le terrorisme international;

42. *Réaffirmons* la pertinence de la déclaration de Santa Cruz, intitulée « Ama Qhilla, Ama Llulla y Ama Suwa » (Ne pas voler, ne pas mentir et ne pas être lâche) de

la première réunion spécialisée des ministres et des hautes autorités chargés de la prévention et de la lutte contre la corruption de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC), qui a été adoptée à Santa Cruz de la Sierra (Bolivie) le 8 novembre 2013, et où il est établi entre autres que les délits de corruption doivent être combattus vigoureusement sans que soient entravés les enquêtes menées, les jugements rendus et les sanctions adoptées dans le respect des législations nationales et des accords internationaux en vigueur; accueillons également avec satisfaction la création d'un groupe de travail spécialisé pour la prévention et la lutte contre la corruption qui élaborera un plan de travail dans le but de promouvoir et d'encourager des lignes d'action qui suivent les bases et les priorités établies dans la déclaration et dans le plan d'action de la CELAC pour 2014, en optimisant les ressources, en complétant les travaux menés au sein d'autres instances et d'autres mécanismes multilatéraux et en évitant le double emploi des efforts;

43. *Soulignons* qu'il est important pour nos pays de mieux se préparer à suivre les différends internationaux et considérons qu'il convient d'évaluer la possibilité pour notre région de se doter de mécanismes appropriés de règlement des litiges survenant avec des investisseurs étrangers. Nous déclarons solidaires des pays de l'Amérique latine et des Caraïbes qui sont visés par des réclamations illégitimes et des campagnes tendant à les discréditer qui compromettent le développement de leurs peuples et demandons aux entreprises et aux groupes transnationaux d'avoir une conduite responsable qui soit cohérente avec les politiques publiques adoptées par les États accueillant les investissements;

44. *Réaffirmons* qu'il est important de mettre au point des outils permettant de renforcer le système financier international, lequel devrait prévoir une régulation plus stricte et plus efficace des grandes entités financières ainsi que l'adoption de mesures concrètes pour parvenir à des pratiques internationales plus satisfaisantes en matière de flux financiers internationaux. Dans cet ordre d'idées, il est des plus opportun de réduire la dépendance excessive à l'égard des évaluations du risque de crédit effectuées par les agences de notation;

45. *Estimons* indispensable pour la stabilité et la prévisibilité du système financier international de garantir que l'on respecte les accords conclus entre les débiteurs et les créanciers dans le cadre des mécanismes de restructuration des dettes souveraines ce qui permettra de répartir les flux des remboursements entre les créanciers coopératifs comme convenu avec ces derniers lors de la restructuration consensuelle de la dette. Il y a lieu de disposer d'instruments facilitant la conclusion d'accords raisonnables et définitifs entre les créanciers et les débiteurs souverains en permettant de faire face de manière ordonnée aux problèmes de la soutenabilité de la dette;

46. *Sommes convaincus* de l'importance qu'ont pris dans la région les flux d'investissements étrangers directs et de la nécessité que ceux-ci contribuent réellement au processus de développement de nos pays et se traduisent par un relèvement des niveaux de bien-être de nos sociétés, sans conditions imposées, dans le respect de leur souveraineté et conformément à leurs plans et programmes nationaux de développement;

47. *Estimons nécessaire* de disposer d'un outil de planification pour la région de l'Amérique latine et des Caraïbes compte tenu des nouveaux défis que la CELAC a à relever, d'où le besoin d'efforts collectifs d'intégration, de solidarité et de coopération, outil qui présentera un avantage mutuel, particulièrement pour les pays

vulnérables et relativement moins avancés et permettra de fixer des objectifs clairs, mesurables et adaptables aux réalités nationales diverses, dans le but d'éliminer la pauvreté et de promouvoir le développement durable;

48. *Insistons* sur l'importance de la coopération et de l'intégration financière régionale. À cet égard, soutenons les décisions prises par les ministres de la CELAC lors de leurs réunions de 2013;

49. *Rendons hommage* au Gouvernement de l'État plurinational de Bolivie pour avoir, le 20 décembre 2013, lancé avec succès dans l'espace extra-atmosphérique depuis le centre spatial Xichang, en République populaire de Chine, le premier satellite bolivien de communication dénommé « Túpac Katari » (TKSAT-1) et reconnaissons que les avantages que procurera ce satellite bénéficieront à des millions de boliviens en facilitant l'accès à l'éducation et à l'information, garantiront l'exercice des droits de l'homme et faciliteront l'échange de connaissances scientifiques entre les différents peuples d'Amérique latine et des Caraïbes;

50. *Réitérons notre ferme soutien* aux droits légitimes de la République argentine dans le conflit de souveraineté sur les îles Malvinas, Géorgie du Sud et Sandwich du Sud et sur les zones maritimes environnantes, ainsi que notre intérêt permanent pour que ce conflit soit réglé par la voie pacifique et par la négociation conformément aux dispositions de la résolution 31/49 de l'Assemblée générale des Nations Unies;

51. *Nous engageons de nouveau* à respecter le principe du droit souverain des États à disposer de leurs ressources naturelles et à les gérer et les contrôler. Exprimons également le droit de nos peuples à utiliser de manière durable leurs ressources naturelles qui peuvent être utilisées comme source importante de financement du développement économique, de la justice sociale et du bien-être de nos peuples;

52. *Nous déclarons de nouveau profondément opposés* à l'application de mesures coercitives unilatérales et réaffirmons une fois encore notre solidarité avec la République cubaine tout en lançant de nouveau un appel au Gouvernement des États-Unis d'Amérique pour qu'il mette fin au blocus économique, commercial et financier qu'il impose à ce pays frère depuis plus de 50 ans;

53. *Nous engageons* à continuer d'œuvrer pour renforcer le caractère de zone de paix de l'Amérique latine et des Caraïbes, une zone où les différends entre les pays se règlent par le dialogue et la négociation ou selon d'autres formes de règlement pacifique prévues par le droit international;

54. En référence aux objectifs énoncés dans la Déclaration de Surinam et approuvés lors de la première Réunion des ministres de la culture de la CELAC qui s'est tenue les 14 et 15 mars à Paramaribo (Surinam), *soulignons* l'importance que revêt la culture en Amérique latine et dans les Caraïbes comme base de l'identité de chaque pays et comme catalyseur des mécanismes d'intégration régionale. Mettons l'accent sur l'importance que revêtent la culture et les industries culturelles pour les économies nationales et nous engageons à promouvoir l'entrepreneuriat culturel comme moyen de conservation de notre patrimoine culturel et source possible d'emplois et de richesses pour nos peuples d'une manière qui contribue au bien-être de nos citoyens et aux progrès de la société dans son ensemble;

55. *Exprimons notre satisfaction* devant la tenue du sixième Sommet mondial des arts et de la culture à Santiago du Chili du 13 au 16 janvier dernier qui a contribué à projeter de la région l'image d'une scène privilégiée permettant le déroulement de rencontres et de dialogues à vocation universelle dans le domaine de la culture;

56. *Réitérons notre soutien* au dialogue qui se tient à La Havane (Cuba) entre le Gouvernement colombien et les FARC et saluons les progrès réalisés grâce à l'entente obtenue sur deux points importants. Demandons instamment aux parties de poursuivre le processus visant à mettre fin à un conflit interne qui depuis plus de 50 ans entrave le développement politique, sociale et économique de ce pays frère. Rendons hommage et exprimons nos remerciements pour les résultats obtenus aux pays garants que sont Cuba et la Norvège et aux pays accompagnateurs que sont le Chili et le Venezuela;

57. *Réitérons notre soutien* à la proclamation par l'Assemblée générale des Nations Unies en décembre 2013 de la Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine qui débutera le 1^{er} janvier 2015 autour du thème « Personnes d'ascendance africaine : considération, justice et développement » ainsi qu'au communiqué approuvé par les ministres des relations extérieures de la CELAC, à sa troisième réunion, dans lequel celle-ci proclame la Décennie des personnes d'ascendance africaine en Amérique latine et dans les Caraïbes qui a débuté le 1^{er} janvier de l'année en cours;

58. *Reconnaissons* qu'il est important de tenir compte du rôle l'essentiel que joue l'action collective des peuples autochtones et populations locales dans la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique en y voyant une contribution notable pour la planète. Soutenons les mesures actuellement prises pour inciter à la reconnaissance officielle de ce rôle;

59. *Insistons* sur la nécessité de faire en sorte de prendre des mesures afin de protéger les droits relatifs aux savoirs traditionnels et ancestraux des peuples autochtones et tribaux et des communautés locales, en évitant que des tiers n'y portent atteinte sur la base de registres ne reconnaissant pas leurs droits de propriété et sur la nécessité de promouvoir une participation juste et équitable aux bénéfices découlant de leur utilisation. Soutenons la négociation actuellement menée dans les instances multilatérales compétentes;

60. *Soulignons* que les négociations qui seront menées pour élaborer le document final, concis et tourné vers l'action, de la réunion plénière de haut niveau de la soixante-neuvième session de l'Assemblée générale, qui portera le nom de Conférence mondiale sur les peuples autochtones et se tiendra les 22 et 23 septembre 2014 New York viseront à confronter les points de vue et les meilleures pratiques concernant l'exercice des droits des peuples autochtones qui inclut l'accomplissement des objectifs énoncés dans la déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones et prenons note des recommandations au sujet des principaux thèmes de la Conférence préparatoire mondiale des peuples autochtones pour la Conférence mondiale sur les peuples autochtones organisée du 10 au 12 juin 2013 à Alta (Norvège). Prenons acte de l'initiative prise par le Gouvernement mexicain consistant à tenir une réunion préparatoire de la Conférence mondiale en avril 2014;

61. *Apportons notre appui* à l'Année internationale de l'agriculture familiale proclamée par l'Assemblée générale des Nations Unies;

62. *Nous félicitons* de l'élection de l'État plurinational de Bolivie à la présidence du Groupe des 77 et la Chine en 2014 et nous engageons à lui apporter tout notre appui dans l'exercice de cette responsabilité dans l'intérêt de l'Amérique latine et des Caraïbes. De même, accueillons avec satisfaction l'organisation d'un Sommet des chefs d'État et de gouvernement du Groupe des 77 et la Chine qui se tiendra à Santa Cruz de la Sierra (Bolivie) les 14 et 15 juin 2014 en commémoration du 50^e anniversaire de la fondation du Groupe des 77;

63. *Estimons nécessaire* que s'instaure une répartition géographique équitable dans le système des Nations Unies et soulignons le besoin pour l'Amérique latine et les Caraïbes de renforcer quantitativement et qualitativement sa présence aux postes-clés de l'Organisation des Nations Unies et d'autres organismes internationaux, objectif auquel nous consacrerons tous nos efforts;

64. *Réaffirmons* nos positions en vue d'une réforme intégrale du système des Nations Unies, en particulier de la démocratisation des instances de décision internationales, notamment du Conseil de sécurité. La démocratisation attendue implique la représentativité, la transparence, l'efficacité, la démocratie, le respect des mandats des autres organes de l'ONU et l'obligation de rendre dûment compte à l'ensemble des membres de l'Organisation;

65. *Considérons* que la migration internationale est un phénomène mondial impliquant plus de 220 millions de personnes dont des femmes, des enfants, des adolescents et des membres de populations autochtones. Soulignons l'importance du contenu de la résolution adoptée lors du deuxième Dialogue de haut niveau des Nations Unies sur les migrations internationales et le développement (DAN2013), qui met l'accent sur le respect des droits de l'homme, souligne le besoin urgent de protéger les groupes les plus vulnérables au sein des flux migratoires et insiste sur le besoin d'une implication plus poussée dans ce domaine des Nations Unies, de leurs institutions, fonds et programmes ainsi que sur l'intérêt qu'il y a à ce que les migrations internationales figurent parmi les questions inscrites dans le programme de développement pour l'après-2015 et nous engageons à renforcer les actions de coopération au titre de la responsabilité partagée afin de progresser dans notre réponse aux multiples défis que les migrations internationales dressent devant nous;

66. *Souscrivons* à l'engagement pris pour lutter davantage contre la criminalité transnationale organisée, dans le respect du droit international. Dans ce contexte, sommes conscients que le comportement délictueux et la violence constituent un obstacle au développement de l'Amérique latine et des Caraïbes et insistons sur le besoin d'avoir une vision de la sécurité citoyenne qui fasse l'objet d'un consensus régional et s'inscrive dans une perspective de développement humain et de respect des droits de l'homme et des principes de la souveraineté nationale et de la non-ingérence dans les affaires intérieures des pays. Dans cette idée, il nous faut renforcer les mécanismes de dialogue et de coordination, lorsqu'il y a lieu, afin d'améliorer les stratégies régionales sur la sécurité citoyenne et le développement durable;

67. *Nous déclarons extrêmement préoccupés* par la grave situation humanitaire et sécuritaire que connaît la République arabe syrienne et par la menace que cette situation représente pour le Moyen-Orient et pour la paix et la sécurité

internationales. Rendons hommage à toutes les parties syriennes pour avoir accepté d'entreprendre des négociations directes à la Conférence internationale sur la situation en Syrie (Genève II), organisée sous les auspices de l'envoyé spécial conjoint des Nations Unies et de la ligue des États arabes. Félicitons le Secrétaire général de l'ONU d'avoir organisé cette conférence. Le dialogue et la négociation revêtent un caractère d'urgence et sont essentiels si l'on veut progresser dans les efforts tendant à la réconciliation nationale et à la pleine application des accords de Genève en Syrie. Nous répétons que seul un processus politique n'excluant aucune partie et menée par les Syriens peut aboutir à la paix et à la réalisation des aspirations légitimes du peuple syrien sur la base de la stricte application des principes de la souveraineté, de l'indépendance, de l'autodétermination, de l'intégrité territoriale et de la non-ingérence dans les affaires internes des pays;

68. *Notons avec satisfaction* la tenue, pour la première fois à l'ONU, d'une réunion de haut niveau sur le désarmement nucléaire, le 26 septembre 2013, réunion lors de laquelle la CELAC a réaffirmé le besoin urgent d'aller de l'avant vers le désarmement nucléaire et de parvenir à l'élimination totale et générale des armes nucléaires de manière transparente, irréversible et vérifiable et a lancé un appel pour passer à l'étape de la négociation d'un instrument universel juridiquement contraignant qui interdise les armes nucléaires en prévoyant un calendrier répondant à un accord multilatéral. Nous engageons à maintenir ces positions;

69. *Nous déclarons vivement préoccupés* par les conséquences humanitaires aux proportions majeures et par les effets à l'échelle mondiale de toute explosion nucléaire qu'elle soit accidentelle ou intentionnelle. Exhortons la Communauté internationale à redire ses préoccupations face aux conséquences humanitaires qu'aurait l'emploi d'armes nucléaires où que se déroule le débat sur ce type d'armes. Accueillons avec satisfaction les résultats de la Conférence d'Oslo sur l'impact humanitaire des armes nucléaires qui s'est tenue en mars 2013 et, à cet égard, lançons un appel à tous les États pour qu'ils participent à la deuxième Conférence internationale sur l'impact humanitaire des armes nucléaires qui se tiendra au Mexique les 13 et 14 février 2014;

70. *Prenons acte avec satisfaction* de l'accord préliminaire conclu entre la République islamique d'Iran et le Groupe des 5+1 à Genève sur le programme nucléaire iranien qui montre que le dialogue et la négociation constituent la voie à suivre pour résoudre les différends entre les États et exprimons l'espoir que l'on parvienne bientôt à un règlement large et durable de la question. Réaffirmons le droit inaliénable de tous les États, conformément aux dispositions du Traité de non-prolifération, de se livrer à la recherche, à la production, à l'utilisation de l'énergie nucléaire pacifique sans discrimination, ce qui, conjointement avec le désarmement et la non-prolifération, constitue les piliers du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires auquel tous les membres de la CELAC sont parties;

71. *Lançons de nouveau un appel* pour que se tienne le plus rapidement possible une Conférence pour l'établissement d'une zone exempte d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive au Moyen-Orient comme convenu par les Parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 1995, en 2000 et en 2010, car cela contribuerait efficacement à la consolidation de la paix et de la sécurité internationales;

72. *Soulignons* l'importance du Traité visant l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et Caraïbes et de ses protocoles (Traité de Tlatelolco)

qui a porté création de la première zone fortement peuplée exempte d'armes nucléaires de la planète ainsi que la contribution qu'ils apportent à la paix et à la sécurité internationales. Maintenons notre soutien absolu aux travaux de l'Organisme pour l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes et à cet égard, réaffirmons l'importance de la collaboration et de la coopération entre la CELAC et cet organisme spécialisé régional afin de concerter des positions communes et de mener des travaux conjoints en matière de désarmement nucléaire;

73. *Prenons note* de l'adoption du Traité sur le commerce des armes par l'Assemblée générale des Nations Unies en avril 2013;

74. *Prenons note* des activités internationales de la CELAC, notamment de la visite de la troïka ministérielle élargie à la Fédération de Russie, des réunions de la troïka ministérielle ouverte de la CELAC avec les Ministres des relations extérieures de la Corée, de la République populaire de Chine, du Conseil de coopération des États arabes du golfe, de la Turquie et du Japon tenues à New York à l'ouverture de la soixante-huitième session de l'Assemblée générale des Nations Unies ainsi que des efforts déployés pour mettre au point, en accord avec chacun de ces interlocuteurs, une feuille de route pour le dialogue et la coopération;

75. *Nous félicitons* de la mise en place du Forum CELAC-Chine et du mécanisme de dialogue avec la Fédération de Russie, éléments qui peuvent avoir un effet positif sur les activités de la Communauté;

76. *Sommes convaincus* qu'il y a lieu pour la CELAC de poursuivre la recherche de nouvelles synergies au niveau international ce qui oblige à reprendre ce qui a déjà été entamé en 2012 et mettre en place de nouvelles modalités de convergence et de liaison;

77. *Saluons* la coordination instaurée entre les États membres de la CELAC à l'ONU et nous déclarons prêts à poursuivre le travail dans ce domaine de manière progressive et à l'élargir à d'autres instances dans les cas où cela se révèle possible et nécessaire;

78. *Exprimons en outre notre soutien* au processus de préparation du deuxième Sommet CELAC-Union européenne, qui doit se tenir à Bruxelles en 2015. Demandons, selon le cas, aux coordonnateurs nationaux et aux hauts fonctionnaires chargés du dialogue CELAC-Union européenne, qu'ils finalisent la négociation de l'accord international pour la création de la Fondation EULAC, en prévision du deuxième Sommet CELAC-Union européenne;

79. *Remercions* le Président de la République du Chili, M. Sebastián Piñera Echenique, dont le mandat se termine cette année, du travail remarquable qu'il a effectué et du rôle moteur qu'il a joué tout au long du processus de convergence et de mise en place la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes qui s'est achevé par la tenue du premier Sommet de la CELAC, organisé avec succès à Santiago (Chili) les 27 et 28 janvier 2013;

80. *Remercions* la République du Costa Rica d'accueillir la présidence *pro tempore* de la CELAC en 2014 ainsi que le troisième Sommet de la CELAC en 2015. Rendons hommage à M^{me} Laura Chinchilla Miranda, Présidente de la République Costa Rica, dont le mandat s'achèvera en mai 2014, pour l'appui ferme et des plus utile qu'elle a apporté à la CELAC depuis sa création;

81. *Remercions* la République de l'Équateur d'accueillir la présidence *pro tempore* de la CELAC en 2015 ainsi que le quatrième Sommet de la Communauté;

82. *Prenons note* de l'offre que la République dominicaine a déjà formulée en février 2013 d'accueillir la CELAC en 2016;

83. *Exprimons* nos remerciements au Président des Conseils d'État et des ministres de la République de Cuba pour son rôle mobilisateur et le travail accompli pendant la présidence *pro tempore* du forum ainsi que notre reconnaissance au peuple et au Gouvernement cubains pour l'organisation du deuxième Sommet de la CELAC à La Havane, les 28 et 29 janvier 2014.

La Havane, le 29 janvier 2014

Plan d'action de la CELAC 2014

Nous, chefs d'État et de Gouvernement d'Amérique latine et des Caraïbes, réunis à La Havane (Cuba), lors du deuxième Sommet de la Communauté des États latino-américains et caribéens (CELAC), tenu les 28 et 29 janvier 2014,

Désireux de concrétiser les engagements que nous avons contractés en 2013, y compris ceux qui sont issus des réunions des ministres des affaires étrangères, des réunions de coordonnateurs nationaux et des réunions sectorielles, et nous appuyant sur les principes fondateurs de notre communauté,

Décidons des actions suivantes :

Sécurité alimentaire et nutrition et élimination de la faim et de la pauvreté

Atteindre des résultats concrets qui se traduisent par des améliorations significatives de la qualité de la vie de nos peuples, qui visent à l'élimination de la pauvreté, en particulier de la pauvreté extrême, qui garantissent la sécurité alimentaire et la nutrition, selon une approche sexospécifique et dans le respect des habitudes alimentaires, qui permettent de surmonter les problèmes de sécurité alimentaire et de nutrition, afin d'éliminer la faim et de matérialiser l'exercice du droit à l'alimentation, surtout pour tous les secteurs vulnérables.

1. Organiser au deuxième semestre de 2014 la Deuxième Réunion des ministres chargés du développement social et de l'élimination de la faim et de la pauvreté, afin de garantir le suivi indispensable de la Première Réunion des ministres et autorités chargés du développement social et de l'élimination de la faim et de la pauvreté, tenue à Caracas (Venezuela) les 22 et 23 juillet 2013;
2. Continuer de travailler de concert avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) à des actions concrètes à tous les niveaux afin d'éliminer la faim et demander à cet égard la collaboration de pays, de groupes de pays, d'organisations et d'autres partenaires de la CELAC. Dans ce contexte, redemander à la FAO de présenter, de concert avec l'ALADI et la CEPAL, un plan pour la sécurité alimentaire et la nutrition et pour l'élimination de la faim, qui serait examiné à une réunion technique de représentants gouvernementaux à la Deuxième Réunion des ministres chargés du développement social et de l'élimination de la faim et de la pauvreté;
3. Continuer de promouvoir des politiques publiques à même d'impulser le développement social et l'exécution du Plan d'action de politiques publiques de la CELAC en matière sociale;
4. Mettre en place des programmes d'information et d'éducation alimentaire et nutritionnelle ciblés sur les établissements d'enseignement et sur la population en général, afin de promouvoir une alimentation saine et de prévenir la dénutrition pour carences alimentaires, ainsi que l'excès de poids et l'obésité, qui apparaissent comme des nouveaux problèmes de santé publique;
5. Étudier, en partant des expériences et des capacités existant dans la région, la création d'un programme latino-américain et caribéen de réserves et de livraisons d'aliments en cas de catastrophes socio-naturelles qui prévoit la protection des petits producteurs, en mettant l'accent sur la vulnérabilité spéciale des petits États insulaires;

6. Organiser, en demandant l'appui technique de la FAO, la première Foire de la CELAC concernant les aliments et les intrants, les instruments, les équipements et les technologies agricoles et l'industrie alimentaire afin de promouvoir le commerce de ces facteurs à l'intérieur et à l'extérieur de la région;
7. Organiser, en coordination avec la CEPAL et la FAO, une réunion des instituts de statistiques et de l'institution chargée des indicateurs nationaux afin de concrétiser un calendrier de travail visant à la mise en place d'un système d'indicateurs associé au plan d'action sociale de la CELAC. À cet égard, renforcer les systèmes d'évaluation et de suivi des programmes visant à garantir la sécurité alimentaire et nutritionnelle et à éliminer la faim et la pauvreté, afin d'évaluer les progrès obtenus et de favoriser l'adoption de mesures coordonnées qui nous permettent d'atteindre plus vite nos objectifs;
8. Continuer d'appuyer l'initiative Amérique latine et les Caraïbes libérées de la faim en 2025, sous la coordination du Bureau régional de la FAO pour l'Amérique latine et les Caraïbes;

Agriculture familiale

Promouvoir le développement rural durable et l'agriculture familiale afin d'améliorer les conditions de vie de ceux qui s'y consacrent, en nivelant les potentialités productives, en donnant des chances au développement durable de l'activité agricole, en améliorant les processus de production par une aide technique directe, en assurant l'accès à des instruments de travail et à la technologie afin d'optimiser les travaux agricoles et en cherchant constamment un rapport avec les marchés pour garantir un revenu juste. Réduire les inégalités socioéconomiques qui persistent dans les pays de la région, en recourant à la coopération et à l'intégration régionales et à des politiques publiques qui facilitent l'accès à la terre, aux intrants, à l'eau, aux progrès de la science et de la technologie, notamment les technologies sociales, au crédit et aux assurances, en donnant la priorité à l'acquisition de produits de l'agriculture familiale, en tant qu'instruments importants pour développer la production et garantir le maintien sur leurs terres des agriculteurs, des paysans et des autochtones et favoriser l'égalité et l'autonomie économique des femmes rurales, ainsi que des associations et des coopératives.

1. Organiser au Brésil, au second semestre de 2014, la Deuxième Réunion de la CELAC sur l'agriculture familiale, afin de garantir le suivi des accords adoptés par la première réunion, tenue les 5 et 6 novembre 2013 à Brasilia (Brésil), et analyser la possibilité de créer un fonds régional visant à soutenir le développement de l'agriculture familiale et, partant, à engendrer des emplois ruraux et à garantir l'alimentation, à combler les écarts de production présents au sein de l'agriculture familiale de nos pays, afin de mettre en place des actions et des programmes visant à les régler, soit individuellement, soit par une coopération entre les États, et chercher les meilleurs moyens d'appuyer, par des actions de formation, de conseil technique et d'essor des investissements qui visent à améliorer la productivité de l'agriculture familiale dans la région, en introduisant des technologies et en optimisant les processus. Demander à la PPT de faire des démarches urgentes pour déterminer le siège et la date de cette réunion;

2. Valider la création d'un groupe de travail spécial à composition non limitée, coordonné par la PPT-CELAC, afin de mettre en place, avec le soutien du Bureau régional de la FAO, un programme d'intégration régionale concernant le développement rural et l'agriculture familiale, et d'explorer des solutions de remplacement concernant l'échange d'expériences et la coopération entre les pays de la CELAC, avec la contribution d'organisations d'agriculteurs familiaux, en vue de promouvoir le dialogue et la coopération sur le développement territorial rural et l'agriculture familiale, paysanne et autochtone, à partir des initiatives des États membres;
3. Promouvoir le dialogue et la coopération sur le développement territorial rural et l'agriculture familiale, paysanne et autochtone, à partir des initiatives lancées par les États membres;
4. Promouvoir des projets de coopération et d'échange concernant le développement, la mise en place, le suivi et l'évaluation des politiques publiques d'appui à l'agriculture familiale, paysanne et autochtone, en utilisant à ces fins les cadres à la disposition de la CELAC, en travaillant à articuler l'agriculture familiale avec les programmes d'alimentation scolaire et d'aide sociale, et à l'insertion de la petite agriculture sur les marchés agroalimentaires de la région, tout en favorisant l'initiative et l'association;
5. Traiter de mécanismes de coordination entre des institutions multilatérales et des agences de coopération pour le développement existant dans la région, afin d'obtenir une synergie et un plus fort impact sur les questions du développement rural durable et de l'agriculture familiale;
6. Appuyer l'Année internationale de l'agriculture familiale (ONU, 2014) en favorisant la participation des organisations sociales, la tenue de réunions et la sensibilisation à l'importance de l'agriculture familiale, paysanne et autochtone, et en stimulant la création de comités nationaux pour promouvoir la discussions d'actions concrètes dans chaque pays et dans la région;

Éducation

Renforcer le rôle de l'éducation à tous les niveaux, en tant que l'un des secteurs prioritaires pour la CELAC, afin de promouvoir le développement social de l'Amérique latine et des Caraïbes.

1. Appuyer les travaux du Groupe de travail permanent dont la première réunion se tiendra en 2014 au Nicaragua et qui contribuera à la mise en œuvre des décisions antérieures et de celles adoptées par la Première Réunion des Ministres de l'éducation, tenue le 7 février 2013 à La Havane, et faire en sorte que le groupes participe activement à la définition du programme d'éducation latino-américain et caribéen pour l'après-2015;
2. Mettre en place des programmes d'alphabétisation et de suivi qui répondent à la diversité socioculturelle et économique de chaque pays, en insistant sur les secteurs les plus vulnérables;
3. Travailler à atteindre d'ici à 2020 l'objectif de 90 % d'alphabétisation;
4. Viser à la couverture universelle et gratuite des enseignements primaire et secondaire, ainsi qu'au principe de l'égalité des chances et de l'obligation de

- l'éducation de base. Renforcer et promouvoir des stratégies qui permettent l'accès à des espaces de formation et de recyclage permanents;
5. Accroître progressivement l'offre éducative par les voies institutionnelle et non institutionnelle dans la première enfance, ainsi que la couverture en maternelle, aussi bien dans les villes que dans les campagnes;
 6. Renforcer l'éducation au niveau des valeurs en vue de former des citoyens actifs, moraux, solidaires, créateurs, humanistes, tolérants, participatifs, respectueux de la loi et de l'environnement, non violents et non discriminatifs, en faisant en sorte que les éducations artistique et physique jouent un rôle important chez les élèves;
 7. Consolider une éducation qui favorise et développe la connaissance de la culture nationale, latino-américaine et caribéenne, et qui valorise l'histoire des luttes de nos peuples pour leur libération, leur indépendance et leur autodétermination, en introduisant dans les programmes éducatifs des contenus en rapport avec l'unité et l'intégration latino-américaines et caribéennes dans la perspective de leurs antécédents historiques, de leur développement contemporain et de leur vision future;
 8. Améliorer la conception de l'éducation technique, professionnelle et technologique, en articulation avec les demandes du travail et du développement économique, social et régional de nos pays, en accroissant la quantité d'élèves faisant des stages de formation dans des entreprises ou des institutions professionnelles;
 9. Promouvoir et appuyer tous les programmes éducatifs qui visent à sensibiliser la jeunesse à l'importance de mettre en place une culture de la paix dont les fondements soient le dialogue, le respect et la tolérance des croyances, des opinions et des formes de vie différentes, la participation active en tant que citoyens responsables et engagés à la prise de décision dans les différents secteurs du programme de développement social, politique, économique et de coopération;
 10. Appuyer les actions de l'Association des conseils de recteurs d'universités latino-américaines et caribéennes (ACRU-LAC)¹ qui visent à favoriser la mobilité universitaire dans la région, notamment des étudiants et des enseignants, l'homologation et la reconnaissance des titres afin de faciliter les échanges entre nos pays, l'évaluation et l'accréditation de cursus, de spécialités et d'institutions, ainsi que la qualité de la formation et de la diplomation à tous les niveaux de l'enseignement supérieur;

¹ Les conférences, les associations et les conseils de recteurs d'Amérique latine et des Caraïbes réunies à Belo Horizonte (Brésil), en novembre 2013, ont décidé de fonder l'Association des conseils de recteurs d'universités latino-américaines et caribéennes (ACRU-LAC), à la suite de coordinations avec les organismes et associations régionaux: l'Association des universités du Groupe de Montevideo (AUGM), l'Association des universités des Caraïbes (UNICA), le Conseil supérieur des universités d'Amérique centrale (CSUCA), l'Institut internationale pour l'enseignement supérieur en Amérique latine et les Caraïbes (IESALC), l'Union des universités d'Amérique latine et des Caraïbes (UDUAL), ainsi que de réunions tenues au Nicaragua, au Panama et à Cuba lors de réunions de l'Organisation des États ibéro-américains pour l'éducation, la science et la culture (OEI) et du Conseil universitaire ibéro-américain (CUIB).

11. Renforcer l'Espace de rencontre latino-américaine et caribéenne d'enseignement supérieur (ENLACES) afin de promouvoir et d'enrichir l'organisation de réseaux universitaires dans la région;
12. Stimuler la participation de la famille, de la Communauté et des institutions non gouvernementales à la mise en œuvre des politiques, des programmes et des projets éducatifs;

Culture et dialogue entre les cultures

Faire avancer l'intégration culturelle de la région, en travaillant de concert à la protection du patrimoine et à la promotion et à la diffusion de la diversité des expressions culturelles caractéristiques des identités latino-américaines et caribéennes. Promouvoir la culture à tous les niveaux en vue de favoriser la croissance économique, l'élimination de la pauvreté, le développement durable, la création d'emplois et l'intégration latino-américaine et caribéenne.

1. Tenir la Deuxième Réunion des Ministres de la culture en République bolivarienne du Venezuela en 2014 et la Troisième à Cuba en 2015;
2. Tenir une réunion du groupe de travail créé par la Première Réunion des Ministres de la culture, qui élaborera avant la Deuxième Réunion une proposition de vision, de mission et de méthodologie des réunions ministérielles et formulera des propositions de coopération économique-culturelle qui contribuent aux objectifs de la CELAC dans ce domaine;
3. Travailler progressivement à ce que le Forum des Ministres de la culture et des responsables des politiques culturelles d'Amérique latine et des Caraïbes, et la Réunion des ministres de la culture de la CELAC s'intègrent progressivement en un seul mécanisme à compter de la réunion de 2014, en préservant, dans le cadre de cette intégration, le Portail de la culture latino-américaine et caribéenne au développement duquel il sera demandé à l'Unesco de poursuivre sa coopération;
4. Évaluer les conclusions du Sixième Sommet mondial des arts et de la culture tenu au Chili du 13 au 16 janvier dernier, avec une forte participation latino-américaine et caribéenne, afin de déterminer leurs meilleures applications au sein de la CELAC, compte tenu du fait que ce sommet spécialisé dans les politiques culturelles a permis de présenter la région comme un théâtre privilégié pour y organiser des rencontres et des dialogues à vocation universelle dans le domaine de la culture et du développement durable;
5. Adopter les mesures nationales nécessaires pour récupérer et sauvegarder les connaissances et savoirs traditionnels, ainsi que le folklore des peuples originaires, des communautés d'ascendance africaine et des communautés d'autre origine géographique qui font partie aujourd'hui des identités latino-américaines et caribéennes, tout en veillant à la protection des droits individuels et collectifs inhérents à toutes ces connaissances;
6. Se féliciter de l'initiative du Couloir culturel caribéen comme un projet en mesure de faciliter la rencontre de tous nos pays afin de créer un espace socioculturel destiné à des activités qui stimulent les échanges, favorisent l'économie culturelle, facilitent le marché de produits culturels et améliorent les voies de communication et de transport entre nos pays, afin d'améliorer la

vie de nos communautés, tout en invitant tous les membres de la CELAC à y participer;

7. Demander à l'UNESCO de faire des études, en collaboration avec la CEPAL et à partir d'une méthodologie consensuelle, afin de quantifier les effets de la culture et des industries culturelles sur les objectifs d'élimination de la pauvreté et de diminution des inégalités sociales en Amérique latine et dans les Caraïbes, ainsi qu'un catalogue de bonnes pratiques en la matière, lesquels seront accrochés sur le portail de la culture et seront présentés à la Réunion des coordonnateurs nationaux de la CELAC au second semestre 2014 et à la Troisième Réunion des Ministres de la culture de la CELAC en 2015;
8. Continuer de travailler au renforcement de la Convention de 1970 sur les mesures à prendre pour prohiber et empêcher l'importation, l'exportation et le transfert illicites de biens culturels dans la région, en prenant note des recommandations formulées dans ce sens par les États membres ayant participé à l'Atelier de formation destiné aux États caribéens membres (Sainte-Lucie, décembre 2012);
9. Inviter les membres de la CELAC à participer à l'Institut régional du patrimoine mondial à Mexico afin de promouvoir la mise au point de politiques culturelles axées sur la protection, la conservation et la promotion du patrimoine culturel et naturel de la région;
10. Réaliser des actions qui permettent de reconnaître les mérites des politiques culturelles comme promotrices de valeurs qui reflètent le respect de la vie, de la dignité humaine, du pluriculturalisme, des principes de justice et de tolérance, et de refus de la violence, en tant que facteurs devant participer à la mise en place d'une culture de la paix à même d'identifier la région;
11. Coopérer en tant que CELAC pour continuer de travailler à des questions culturelles et pour présenter nos propositions et nos expériences culturelles aux instances multilatérales pertinentes, tout en soutenant tous les efforts visant à intégrer expressément la culture dans les Objectifs du développement durable pour l'après-2015;
12. Travailler à la mise en place d'un système d'information culturelle qui touche tous les membres de la CELAC et permette de faire connaître et de valoriser la participation de la culture aux économies et au développement social de nos pays;
13. Préserver, après la réunion de 2014, les activités du Forum des Ministres de la culture, les accords atteints dans ce cadre, la continuité des projets et des programmes développés à ce jour par ce forum et ses réunions, en particulier le Portail de la culture latino-américaine et caribéenne, et demander à l'UNESCO de poursuivre sa coopération avec ces projets et ces programmes;

Science, technologie et innovation

Promouvoir le développement de la science, de la technologie et de l'innovation, le transfert de technologies et la coopération régionale dans ces domaines, en identifiant les synergies en jeu dans les politiques de promotion publique en la matière. Promouvoir des nouvelles formes d'interaction entre les gouvernements, les universités et le secteur productif, en appuyant l'expansion

éventuelle de projets en cours dans les mécanismes d'intégration sous-régionaux et régionaux, et en stimulant des initiatives conjointes sur des question d'intérêt commun. Stimuler de même la formation de ressources humaines en mettant l'accent sur l'ingénierie et les sciences fondamentales par des échanges régionaux.

1. Organiser la Deuxième Réunion de hauts fonctionnaires sur la science et la technologie au Costa Rica, en avril 2014;
2. Valider la création d'un groupe de travail, coordonné par la présidence *pro tempore* de la CELAC, chargé d'assurer le suivi du programme de la Communauté dans ce domaine;
3. Promouvoir et financer des recherches nationales et conjointes, aussi bien fondamentales qu'appliquées, dont celles que pourraient réaliser les organismes latino-américains et caribéens spécialisés, ainsi que des projets conjoints de formation de décideurs et d'acteurs d'entreprises (publiques et privées) concernant les politiques de science, de technologie et d'innovation, afin de développer une culture de l'innovation à l'échelle régionale;
4. Favoriser l'exploitation des ressources et des champs d'action du Réseau de gouvernance électronique latino-américain et caribéen par des accords de coopération Sud-Sud qui renforcent la question des technologies de l'information et des communications des organes du pouvoir exécutif, et créer des mécanismes de gouvernance électronique pour lutter contre la corruption;
5. Promouvoir des projets conjoints de formation destinés à des représentants du secteur public et du secteur privé en science, technologie et innovation, notamment aux décideurs et acteurs d'entreprises (publiques et privées) afin de renforcer dans la région une culture d'innovation;
6. Renforcer le dialogue et le débat sur des points d'intérêt général pour la région en discussion dans les organismes internationaux sur les différentes questions de la science, de la technologie et de l'information;
7. Explorer les possibilités de mettre en place de nouveaux mécanismes d'intégration et de coopération Sud-Sud en science, technologie et innovation, qui tirent parti de leurs complémentarités;
8. Renforcer la coordination au sein de la CELAC afin que les pays latino-américains et caribéens participent à l'Initiative conjointe de recherche-développement (JIRI en anglais) lancée par le mécanisme CELAC-Union européenne;

Développement productif et industriel

Identifier les secteurs les plus propices à la mise en œuvre de politiques d'intégration productive et industrielle, en coordination avec les agents publics et privés, afin d'accélérer le développement industriel inclusif, fort et durable, selon les besoins et les possibilités de chaque pays, de transformer progressivement la structure productive de la région, d'élever sa productivité et son efficacité, en incorporant toujours plus d'activités à plus grande valeur ajoutée et à plus forte intensité de connaissances, ce qui permettrait de mieux les insérer dans le marché international et de réduire l'écart en matière de productivité et de revenus avec le monde développé, et ce en renforçant la

coopération et l'intégration régionales sur le plan productif aussi bien que commercial.

1. Organiser la Première Conférence ministérielle de la CELAC sur le développement productif et industriel en mars 2014, à San José (Costa Rica) durant laquelle se tiendraient :
 - Une réunion régionale des responsables de la politique industrielle et de la planification économique, qui serait chargée de promouvoir la connaissance mutuelle de ces politiques, de dégager des synergies et des mécanismes de coopération entre les pays, de proposer la mise au point d'un programme régional concernant les convergences normatives et institutionnelles, et d'appuyer les stratégies de développement nationales;
 - Une réunion conjointe des responsables de l'éducation et de l'industrie qui étudierait des mécanismes à même de renforcer les compétences professionnelles et leur certification, et d'améliorer l'offre et la qualité de l'enseignement technique et professionnel selon les exigences et les besoins du secteur productif de chaque pays et de chaque sous-région, à partir de leurs stratégies de développement productif et industriel;
2. Demander au secrétariat permanent du SELA, en collaboration avec le secrétariat exécutif de la CEPAL, d'élaborer un projet de programme de travail que développeraient les États membres de la CELAC en collaboration avec les mécanismes d'intégration, afin de mettre au point des propositions de travail qui seraient présentées à la Première Conférence des ministres chargés du développement productif et industriel de la CELAC prévue pour le premier semestre de 2014. Ledit projet de programme devra être présenté à la prochaine réunion des coordonnateurs nationaux par l'intermédiaire de la présidence *pro tempore* de la CELAC;
3. Demander à la SELA, avec la collaboration de la CEPAL et de la Société andine de développement (SAD), d'organiser une réunion régionale d'entreprises sur le développement productif et industriel de l'Amérique latine et des Caraïbes, afin que les syndicats et les représentants du secteur privé de la région intègrent leurs analyses et leurs propositions dans la mise au point de stratégies de développement productif et industriel dans le cadre de la CELAC, et faire en sorte que les organismes de promotion des investissements et les banques de développement adoptent ou amplifient les mécanismes de financement du développement de l'infrastructure et de l'investissement en rapport avec les programmes d'intégration productive de la région;
4. Promouvoir des politiques publiques régionales visant à stimuler l'initiative et le développement des PME, surtout quand elles sont conduites par des femmes ou des jeunes, ou les deux à la fois;
5. Articuler des mécanismes et des politiques visant à réduire les asymétries existant entre les membres de la CELAC en matière de compétitivité industrielle;

Infrastructure

Redoubler d'efforts pour combler l'écart de l'Amérique latine et des Caraïbes en matière d'infrastructure, afin de marcher vers une croissance complémentaire,

réci-proque et durable qui favorise le développement social, réduise la pauvreté, augmente la compétitivité et stimule une meilleure intégration régionale.

1. Explorer la possibilité d'organiser en 2014 une réunion du Groupe de travail chargé de dégager les meilleurs façons de mettre en œuvre le Plan d'action de Santiago adopté à la Première Réunion ministérielle de la CELAC sur l'infrastructure relative à l'intégration physique du transport et des télécommunications et à l'intégration frontalière, tenue au Chili le 26 octobre 2012;
2. Œuvrer afin de pouvoir convoquer en 2014 ou en 2015 la Deuxième Réunion ministérielle sur l'infrastructure relative à l'intégration physique du transport et des télécommunications et à l'intégration frontalière, et charger la PPT de faire les démarches nécessaires pour en déterminer la date et le lieu;
3. Accroître les ressources financières, humaines et matérielles destinées au développement de l'infrastructure de la région;
4. Évaluer les mécanismes de réglementation du transport régional et d'agrandissement des terminaux portuaires;

Finances

Continuer d'évaluer les espaces de convergence graduelle et progressive afin de renforcer l'architecture financière régionale, de promouvoir l'intégration régionale en matière d'investissement et de coopération financière, de garantir la stabilité financière par l'adoption progressive des normes, des principes et des meilleures pratiques internationales, en stimulant l'emploi des mécanismes existants et de la coopération technique en matière financière, et en mettant au point de nouvelles stratégies et de nouveaux instruments qui contribuent au développement durable de nos économies, à l'équité, à l'inclusion sociale et à la souveraineté de nos peuples.

1. Convoquer le Groupe de travail sur les finances au premier trimestre de 2014 au Costa Rica afin qu'il élabore sa proposition de plan de travail et s'acquitte des fonctions et des mandats que lui a confiés la Déclaration de Quito adoptée par la Deuxième Réunion des Ministres des finances de la CELAC, tenue en Équateur en novembre 2013, en tenant compte du présent Plan d'action et des résultats financiers des mécanismes d'intégration sous-régionaux;
2. Envisager la tenue de la Troisième Réunion des Ministres des finances en fonction des résultats de la réunion du Groupe de travail;
3. Inviter les banques centrales à évaluer, en coordination avec le Groupe de travail pour les finances, des initiatives de coopération technique en matière financière afin de poser graduellement des bases sûres pour l'intégration future des systèmes de paiement entre les membres de la CELAC. À cet égard, les banques centrales devront vérifier si les conditions sont réunies pour mettre au point une feuille de route qui tiendrait compte des expériences existant dans la région, pour adopter progressivement des normes, des principes et les meilleures pratiques internationales, dont le contrôle de risques et l'intégrité systémique, selon les possibilités de chaque pays, ladite feuille de route devant faire partie d'une proposition de stratégie visant à renforcer l'architecture financière régionale;

4. Charger le Groupe de travail sur les finances d'élaborer, de pair avec les banques centrales, une proposition contenant des recommandations relatives à des mesures et à des actions complémentaires en mesure de permettre d'élargir l'accès aux services financiers formels et de les employer, l'éducation financière et la protection des consommateurs financiers. Demander de même aux organismes financiers régionaux, dans le cadre des services qu'ils peuvent prêter à la région, de proposer et de promouvoir des mesures concrètes pour améliorer l'inclusion et l'éducation financière;
5. Charger le Groupe de travail de faire comprendre aux secteurs des États membres responsables d'achats publics ou en rapport avec ceux-ci qu'il est important d'analyser les différents secteurs existant à cet égard dans les pays de la région et les mécanismes de coopération éventuels;
6. Œuvrer afin que les mécanismes de prise de décision des institutions multilatérales régionales de financement au service du développement intègrent les principes de solidarité, d'assouplissement des conditions, de compensation des asymétries et de financement axé sur les priorités de développement régional, en tenant compte des normes, des principes et des meilleures pratiques internationales;
7. Inviter le Groupe de travail sur les finances à analyser, en partant d'une étude, la viabilité et l'utilité de disposer de mécanismes de prévention et de règlement des différends concernant les investissements à l'intérieur et à l'extérieur de la région;
8. Évaluer dans chaque pays l'Initiative de l'observatoire qu'a lancée la Conférence ministérielle des États latino-américains lésés par des intérêts transnationaux (avril 2013) en vue de promouvoir, de faciliter et de fournir des informations aux États en matière d'investissements;

Préférences tarifaires latino-américaines et caribéennes

Mettre au point des préférences tarifaires latino-américaines et caribéennes.

1. Prendre note des travaux du Groupe de travail sur les préférences tarifaires latino-américaines et caribéennes, compte tenu des progrès faits aux réunions de Buenos Aires (12 juillet 2012) et de Montevideo (15 août 2012), tout en évaluant l'utilité d'assurer leur continuité. Prendre note de l'intérêt de la République d'Haïti d'accueillir sa prochaine réunion en souffrance;

Énergie

Réaffirmer qu'il faut développer et appliquer des politiques qui garantissent l'accès à des livraisons d'énergie socialement inclusives, fiables, durables et compétitives, respectueuses de l'environnement, conformément aux cadres juridiques et aux normes des pays de la CELAC. Promouvoir une utilisation efficace des sources renouvelables, non renouvelables et non classiques dans une combinaison équilibrée, compte dûment tenu des besoins et des circonstances particulières de chaque pays.

1. Appuyer la poursuite des activités prévues dans le Plan d'action de Lima, dont la conclusion des bilans énergétiques des pays membres de la CELAC réalisées par l'OLADE, afin de mettre au point le bilan énergétique de la CELAC;

2. Organiser en 2014 la Troisième Réunion des Ministres de l'énergie de la CELAC qui sera chargée de définir une Stratégie énergétique, avec l'appui de l'Organisation latino-américaine de l'énergie (OLADE) et dans le contexte de sa réunion ministérielle correspondant à 2014;
3. Conformément au Plan d'action de Montego Bay, valider la création d'un groupe de travail spécial, coordonné par la présidence *pro tempore* de la CELAC et appuyé techniquement par l'OLADE, qui se réunira au Costa Rica au second semestre de 2014, avant la Troisième Réunion des Ministres de l'énergie de la CELAC, afin de proposer et d'analyser des scénarios de politiques et de stratégies énergétiques de la CELAC. En coordination avec ces initiatives régionales, le Groupe de travail informera régulièrement tous les membres de ses activités à travers la PPT de la CELAC et présentera une analyse des scénarios et de ses résultats à la Troisième Réunion des Ministres de l'énergie de la CELAC;
4. Œuvrer pour la mise au point d'une conception d'intégration régionale qui, sans écarter les modèles déjà essayés ailleurs dans le monde, s'adapte aux particularités politiques, historiques et socioculturelles de l'Amérique latine et des Caraïbes, à partir d'une approche partagée et qui comprendra des accords nous permettant de consolider des principes communs et d'aborder d'une manière équitable les asymétries régionales;

Environnement

Renforcer la coopération, la coordination, le dialogue, la convergence, l'articulation, l'harmonisation et la complémentarité des politiques publiques nationales en matière d'environnement, ainsi que la mise au point et en œuvre de plans, de politiques et de programmes régionaux qui nous permettent de faire face à des problèmes communs dans les domaines prioritaires, tels que : le développement durable, la coopération environnementale et l'élimination de la pauvreté à partir des principes d'équité et de responsabilités communes mais différenciées, en ce qui concerne les changements climatiques. Stimuler les politiques publiques dans le cadre d'Action 21, des résultats de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio +20) et d'autres instruments pertinents, en harmonie avec la Nature et en respectant la Terre nourricière, tout en tenant du fait que ces droits doivent s'exercer selon une vision intégrale et indépendante de complémentarité.

1. Poursuivre la mise au point d'un programme environnemental à partir des résultats et des actions en cours dans la région, sans doublonnage avec d'autres efforts ni empiètement sur des structures existantes, en particulier le Forum des ministres de l'environnement d'Amérique latine et de Caraïbes;
2. Organiser la réunion du Groupe de travail sur l'environnement au Costa Rica au premier semestre de 2014;
3. Assurer la coordination avec les agences sous-régionales, à la recherche d'une complémentarité des efforts et d'une mise en œuvre souple;
4. Continuer d'analyser la pertinence de créer un centre multidisciplinaire de la connaissance, de la recherche, du transfert de la technologie et du renforcement des capacités en vue d'une gestion intégrale des ressources

hydrauliques qui intègre les efforts nationaux et sous-régionaux, et définir les champs de travail et les modèles de gestion dudit centre;

5. Engager des actions qui permettent la prompte entrée en vigueur de la Convention de Minamata sur le mercure et de la doter des ressources financières requises;
6. Recommander, compte tenu des changements climatiques et de leurs retombées nuisibles, de prêter plus d'attention aux régions côtières maritimes et aux sols, facteurs clefs du développement de nos pays;
7. Faire reconnaître dans toutes les instances régionales et internationales pertinentes que le droit à l'eau potable et à l'assainissement est un droit de l'homme essentiel à la pleine jouissance de tous les droits humains, conformément à la résolution A/RES/64/292 adoptée le 28 juillet 2010 par l'Assemblée générale des Nations Unies, et aux normes de chaque État;

Programme de développement pour l'après-2015

Participer activement à la mise au point du Programme de développement pour l'après-2015 à partir de consultations sur les politiques et les priorités de développement durable de la région, afin, entre autres, d'éliminer la pauvreté et les inégalités dans nos sociétés.

1. Continuer de coordonner les missions des États membres à New York par des échanges périodiques, afin de débattre des priorités régionales en vue du processus intergouvernemental de formulation du Programme de développement pour l'après-2015;
2. Promouvoir une coopération avec des organismes internationaux, des universités et d'autres instances afin de contribuer au débat sur les positions régionales relatives au Programme;
3. Engager des actions de coordination avec les différents sièges et instances multilatérales analysant le Programme de développement pour l'après-2015;
4. Favoriser des échanges d'information entre les pays faisant partie du Groupe de travail de l'Assemblée générale sur les objectifs du développement durable (ODD) et le Comité intergouvernemental d'experts sur le financement du développement durable, ainsi qu'entre ces deux organes et les autres pays de la région;
5. Tenir compte de la question de l'élimination de toute sorte de violence contre la femme et l'enfant, à traiter lors des discussions du Programme de développement pour l'après-2015;
6. Soumettre à la prochaine réunion des ministres des affaires étrangères de la CELAC, dans le cadre de la soixante-neuvième session ordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies, un rapport sur les progrès enregistrés dans la définition des priorités régionales et dans le processus de négociation du Programme de développement pour l'après-2015;

Aide humanitaire internationale en cas de catastrophe

Renforcer la coordination et la coopération entre les structures de réduction des risques et d'aide humanitaire, et continuer de renforcer ces dernières, aux niveaux locaux, nationaux, sous-régionaux et régionaux, en vue d'adopter un programme stratégique régional de gestion intégrale des risques de catastrophe à partir des grandes orientations politiques de la région en la matière.

1. Recommander la formation d'un groupe de travail qui opérerait dans le cadre de la Réunion des hauts fonctionnaires sur la gestion intégrale des risques de catastrophes et qui engagerait des consultations afin de concevoir les grandes lignes d'un plan d'action pour la gestion intégrale des risques comprenant des propositions de réduction desdits risques et d'aide humanitaire dans la région pour renforcer la résilience de nos sociétés. Ledit plan pourrait incorporer des instruments de coordination et d'articulation de propositions avec d'autres mécanismes de coordination régionaux et sous-régionaux, de coordination en matière de gestion des risques de catastrophe, conformément aux décisions de la Sixième Réunion des mécanismes internationaux d'aide humanitaire, tenue à la Jamaïque du 16 au 19 octobre 2013, en tenant compte de l'expérience du Bureau régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes, rattaché au Bureau de la coordination des questions humanitaires des Nations Unies (OCHA), et des organismes internationaux pertinents;
2. Tenir en 2014 une réunion de la CELAC sur l'aide humanitaire et poursuivre l'association établie avec les Mécanismes internationaux d'aide humanitaire (MIAH);
3. Assurer le suivi des conclusions et des recommandations de la Deuxième Consultation régionale sur l'Initiative Nansen, tenue à San José (Costa Rica) et dirigée par les États, afin de dégager un consensus sur le programme de protection et les besoins des personnes déplacées au-delà des frontières à cause de catastrophes et des effets nuisibles des changements climatiques, et apporter l'appui requis à une éventuelle consultation dans les Caraïbes;
4. Tirer parti des consultations régionales qui auront lieu au Guatemala début 2014, dans le cadre des préparatifs du Sommet humanitaire mondial, pour concerter la position de la CELAC sur des recommandations concrètes régionales qui y seraient présentées;
5. Inviter les pays participant à la Quatrième session de la Plateforme régionale pour la réduction des risques de catastrophes dans les Amériques, qui se tiendra en mai prochain en Équateur, dans le cadre des préparatifs de la Troisième Conférence mondiale sur la réduction des risques de catastrophe, à engager les coordinations pertinentes pour que la CELAC puisse y présenter une position commune et que ses positions apparaissent dans les accords adoptés;
6. Demander à la FAO et au Programme alimentaire mondial (PAM) un appui technique pour pouvoir concevoir et mettre en œuvre des initiatives régionales visant à la prévention, à la réduction et à la gestion des risques, ainsi que pour consolider les mécanismes d'aide humanitaire nationaux, régionaux et sous-régionaux;
7. Inviter les pays à faire leurs les procédés stipulés pour l'envoi et la réception d'aide et d'assistance humanitaires en accord avec les demandes des pays sinistrés.

Migration

Continuer de mettre au point une stratégie régionale et d'adopter des positions et des objectifs concernant le traitement des migrations internationales dans le Programme de développement pour l'après-2015 et dans les différents processus régionaux et internationaux en la matière, notamment dans le dialogue CELAC-Union européenne à cet égard, en prenant comme axe transversal les droits des personnes migrantes et les problèmes de la migration massive et de ses effets sur les processus et les dynamiques régionales.

1. Continuer de suivre les recommandations issues de la Deuxième Réunion de la CELAC sur les migrations tenue à San José du Costa Rica les 5 et 6 septembre 2013, ainsi que les positions adoptées par notre communauté et présentées dans l'intervention de la présidence *pro tempore* au Deuxième Dialogue de haut niveau sur la migration et le développement tenu à New York les 3 et 4 octobre 2013;
2. Continuer de mettre au point un document conceptuel visant à faciliter l'adoption des principes et les grandes lignes de la CELAC sur la migration internationale, document confié à la présidence *pro tempore* en collaboration avec Le Quatuor, afin de le présenter à la Troisième Réunion sur les migrations qui se tiendra à Quito (Équateur) en 2014;
3. Continuer de travailler à la mise au point d'un plan stratégique de la CELAC en la matière, compte tenu des recommandations formulées à ses deux premières réunions sur les migrations;
4. Continuer d'appuyer le dialogue structuré CELAC-UE sur la migration;

Problème mondial des drogues illicites et de la toxicomanie

Continuer à identifier et à analyser les points communs de la CELAC, en sa qualité d'instance de dialogue régional sur le problème mondial des drogues, selon une approche intégrale qui tienne compte d'une manière équilibrée de tous ses facteurs, en vue des débats de la Session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée au problème mondial des drogues, qui se tiendra en 2016, afin, en dernière instance, de dégager un consensus régional concernant l'approche intégrale de ce point sous tous ses angles, la personne devant être au cœur de cette approche.

1. Organiser la Première Réunion ministérielle de la CELAC sur le problème mondial des drogues les 13 et 14 mai 2014 à Antigua (Guatemala);
2. Demander aux représentants des organismes et mécanismes régionaux, sous-régionaux et internationaux correspondants d'apporter des éléments qui permettent de mettre au point un programme stratégique sur ce point, en générant des synergies et de la complémentarité, et en évitant le doublonnage d'efforts humains et financiers;
3. Poursuivre un débat large et ouvert sur le problème mondial des drogues, qui parte des connaissances et des preuves scientifiques, qui permette de mener une lutte efficace contre ce fléau selon une approche intégrale et équilibrée, qui reconnaisse le principe des responsabilités communes et partagées, qui soit axé sur le bien-être de la personne et qui prenne comme perspective la

prévention de la violence et du crime, conformément aux instruments internationaux des Nations Unies en la matière, et en tenant compte des expériences et des modèles nationaux de notre Communauté;

Prévention de la corruption et lutte contre ce phénomène

Mener des actions et redoubler d'efforts pour améliorer, renforcer et promouvoir les politiques de prévention et de lutte contre la corruption adoptées par les États membres, en appliquant plus efficacement, à cet égard, les instruments internationaux et régionaux selon les principes de souveraineté et de respect de l'ordre juridique interne. À cet égard, promouvoir des politiques, des bonnes pratiques et des expérience de prévention et de lutte contre la corruption, fondées sur la participation des citoyens, le contrôle social, la transparence, l'obligation de rendre des comptes, l'éthique et l'intégrité publique. Renforcer de même l'accès à l'information publique et la transparence pour encourager et garantir une gestion publique efficace, participative et démocratique dans notre communauté.

1. Créer un groupe de travail intergouvernemental spécialisé dans la prévention et la lutte contre la corruption, qui mettra au point un plan de travail permettant de promouvoir des grandes lignes d'action selon les normes et les priorités établies dans la déclaration de la Première Réunion spécialisée des ministres et des hauts fonctionnaire chargés de prévenir et de combattre la corruption et dans ce plan d'action, lequel groupe de travail servira de point d'échange de bonnes pratiques et de promotion de l'aide technique, tout en reconnaissant le travail et les efforts réalisés par d'autres instances et mécanismes multilatéraux. À cet égard, le Groupe de travail fonctionnera comme instance complémentaire, en évitant le doublonnage d'efforts et en restant constamment en communication avec le Groupe d'examen de l'application de la Convention des Nations Unies contre la corruption et avec ses groupes de travail concernant la prévention de la corruption et le recouvrement d'avoirs;
2. Faciliter et promouvoir l'application des instruments internationaux et régionaux auxquels sont parties les États membres de la CELAC, notamment la Convention des Nations Unies sur la corruption;
3. Promouvoir et favoriser des mécanismes d'articulation et de coordination entre les institutions et les organes de contrôle chargés de prévenir et de combattre la corruption dans les États membres, afin de combattre la corruption, ainsi que l'utilisation de mécanismes permettant de recouvrer les avoirs issus de ce crime qui sont placés à l'étranger;
4. Promouvoir des mécanismes de transparence gouvernementale basés sur le libre accès des citoyens à l'information publique et des initiatives de gouvernement ouvert, en garantissant une gestion publique participative et démocratique, et des espaces et des mécanismes de participation des citoyens aux décisions gouvernementales, où interviennent de concert la société civile dans son ensemble et les institutions publiques;
5. Promouvoir la Coopération juridique réciproque entre les États membres de la CELAC au sujet des procédés et des actions judiciaires ayant à voir avec les crimes de corruption, tels que pots-de-vin, détournement des fonds publics et

blanchiment d'avoirs, conformément aux accords souscrits par les États entre eux;

6. Promouvoir aussi des principes communs qui favorisent l'intégrité du secteur public, le respect de la loi, l'honnêteté et la moralité dans l'exercice des fonctions publiques;

Participation des citoyens

Favoriser la participation active des citoyens, notamment des organisations et des mouvements sociaux, dans la mesure où ils sont des agents incontournables de l'intégration régionale, et encourager de même l'engagement des acteurs sociaux en tant que sujets ayant des droits et des obligations, dans le cadre des législations nationales.

1. Évaluer la mise en place d'un mécanisme de participation des citoyens dans la CELAC pour influencer sur l'intégration régionale;

Sécurité des citoyens

Faire prendre conscience que la sécurité des citoyens est l'une des principales préoccupations des pays latino-américains et caribéens, et que son raffermissement est capital pour pouvoir promouvoir le développement de la région et pour améliorer décisivement la qualité de la vie et le bien-être des citoyens, ainsi que pour favoriser des politiques publiques en la matière.

1. Convoquer au second semestre de 2014, au Chili, une réunion de hauts fonctionnaires des États membres et de représentants des organismes et mécanismes régionaux, sous-régionaux et internationaux compétents, afin de mettre au point des recommandations permettant de préparer un programme stratégique de la CELAC sur la sécurité des citoyens qui engendre des synergies et de la complémentarité et qui évite le doublonnage d'efforts humains et financiers;

Coopération

Promouvoir la Coopération Sud-Sud mutuellement avantageuse, sans conditions ni diktats, en correspondance avec les stratégies, les programmes et les plans de développement économique et social de chaque État membre, dans le respect absolu de la souveraineté nationale et inspirée du principe de la solidarité, afin de mettre en place un programme qui reflète l'identité et les priorités de la région, qui contribue à y réduire les asymétries et les écarts en matière de développement national, qui stimule le développement durable et des associations innovatrices, par l'articulation des instances de coopération régionales et sous-régionales, et qui permette de concerter des positions et de présenter un programme commun dans les instances et les organismes internationaux.

1. Organiser en 2014 la Deuxième Réunion du Groupe de travail de la CELAC sur la coopération internationale, en tant qu'instance spécialisée;
2. Ledit groupe de travail remplira, entre autres, les fonctions qu'il a définies à sa première réunion de Buenos Aires;

3. Ledit groupe recueillera les intérêts des pays membres afin d'identifier les domaines et les activités de coopération avec des partenaires non régionaux;

Mécanismes d'intégration régionaux et sous-régionaux

Continuer d'améliorer la complémentarité et la coopération entre les mécanismes d'intégration régionaux et sous-régionaux et de renforcer la coordination entre leurs secrétariats et présidences *pro tempore*, afin de contribuer à leur efficacité et d'éviter des doublonnages inutiles, conformément aux mandats de la CELAC.

1. Organiser en 2014 la Quatrième Réunion des mécanismes d'intégration régionaux et sous-régionaux, afin d'évaluer et d'ajuster le progrès du tableau de propositions d'actions. Tenir de même au premier semestre de 2014 à Caracas (Venezuela), la Première Réunion des mécanismes régionaux et sous-régionaux sur des questions sociales, afin de préparer un projet de programme stratégique de coordination en fonction des priorités dégagées dans le Plan d'action sociale de la CELAC;
2. Prendre note du document intitulé « Propositions d'actions selon les priorités de chaque organisme » adopté par la Troisième Réunion des mécanismes d'intégration régionaux et sous-régionaux tenue à San José (Costa Rica) les 2 et 3 décembre 2013. Encourager les mécanismes et les organismes à poursuivre leurs travaux selon les thèmes et les accords dégagés à cette réunion et structurés selon les quatre domaines du Plan d'action de Caracas;
3. Continuer d'améliorer la communication, la coopération, l'articulation, la coordination, la complémentarité et la synergie entre les organismes et les mécanismes d'intégration régionaux et sous-régionaux par l'intermédiaire de leurs organes de direction respectifs, en optimisant l'emploi des ressources et la complémentarité des efforts;
4. Promouvoir la participation active des États membres à l'Expo ALADI 2014, qui se tiendra du 8 au 10 octobre 2014 à Montevideo (Uruguay), afin de favoriser le commerce dans la région;

Politique internationale

Continuer de faire connaître et de promouvoir les intérêts et les inquiétudes de l'Amérique latine et des Caraïbes au sujet des principaux points inscrits à l'ordre du jour international, et continuer de perfectionner au sein de la CELAC une coordination permettant d'établir des relations avec des pays et groupes de pays et avec des organismes internationaux.

A. Point de portée mondiale

Continuer de promouvoir des initiatives conjointes sur des points intéressant la région.

- Continuer de concerter les positions au sujet du désarmement nucléaire et de participer activement à la mise au point de propositions concrètes en vue de parvenir à éliminer totalement les armes nucléaires, selon un calendrier multilatéral, transparent, irréversible et vérifiable. Continuer de suivre en tant que région la résolution A/RES/68/32 de l'Assemblée générale intitulée

« Suivi de la réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur le désarmement nucléaire de 2013 »;

- Continuer de promouvoir la coopération entre la CELAC et l'OPANAL, organe régional spécialisé, afin d'articuler des positions communes et des actions conjointes en matière de désarmement nucléaire;
- Consolider la région latino-américaine et caribéenne comme zone de paix où les différends entre les nations se règlent pacifiquement, par le dialogue et la négociation ou d'autres formes de règlement, en plein accord avec le droit international;

B. Rapports avec des partenaires hors de la région

Faire avancer l'élaboration de feuilles de route de la CELAC portant sur la promotion du dialogue et de la coopération avec ses contreparties hors de la région. À cet égard :

- Faire avancer la mise en place de l'Instance de coopération Chine/CELAC et fixer la date de la réunion pour l'année 2014;
 - Réaliser le Mécanisme de dialogue politique CELAC-Russie;
 - Promouvoir des formes viables de coopération concrète et efficace avec les pays et les organisations avec lesquels il existe des contacts à ces fins;
1. Poursuivre les rencontres de la troïka élargie avec les partenaires prioritaires pour les membres de la CELAC afin de nouer un dialogue et une coopération avec elle, en permettant la participation de tous les États membres, à l'occasion de la soixante-neuvième session de l'Assemblée générale des Nations Unies ou d'une autre conférence internationale jugée pertinente;
 2. Intensifier les relations et la coopération avec le groupe BRICS, avec l'Union africaine et avec l'ANASE, entre autres.

Proclamation de l'Amérique latine et des Caraïbes zone de paix

Nous, les Chefs d'État et de gouvernement de la Communauté des États latino-américains et caribéens (CELAC) réunis à La Havane, Cuba, les 28 et 29 janvier 2014, au II^e Sommet, au nom de leurs peuples et interprétant fidèlement leurs soifs et leurs aspirations,

Ratifiant l'engagement de nos pays dans les propositions et les principes consacrés dans la Charte des Nations Unies et le droit international, et conscients que la prospérité et la stabilité de la région contribuent à la paix et à la sécurité internationales,

Conscients que la paix est un bien suprême et une soif légitime de tous les peuples et que sa préservation est un élément fondamental de l'intégration de l'Amérique Latine et des Caraïbes et un principe et une valeur communs de la Communauté des États latino-américains et caribéens (CELAC),

Réaffirmant que l'intégration renforce la vision d'un ordre international juste confirmé par le droit et par une culture de paix qui exclue l'usage de la force et les moyens non-légitimes de défense parmi lesquels les armes de destruction massive et, en particulier, les armes nucléaires,

Soulignant l'importance du Traité de Tlatelolco pour la proscription des armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes qui établit la première zone libre d'armes nucléaires dans une zone avec une forte densité de population, ceci étant une contribution à la paix et à la sécurité régionale et internationale,

Réitérant la nécessité urgente du désarmement nucléaire général et complet, ainsi que d'un engagement avec l'agenda stratégique de l'Organisme pour la proscription des armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes (OPANAL) adopté par les 33 États membres de l'Organisme à la Conférence générale de Buenos Aires en août 2013,

Rappelant les principes de paix, de démocratie, de développement et de liberté qui inspirent les actions des pays membres du SICA (Système d'intégration centraméricain),

Rappelant la décision des chefs d'État de l'UNASUR (Union des nations sud-américaines) de renforcer l'Amérique du Sud comme zone de paix et de coopération,

Rappelant l'établissement, en 1986, de la Zone de paix et de coopération de l'Atlantique Sud,

Rappelant aussi notre engagement, ratifié dans la Déclaration au Sommet de l'unité de l'Amérique latine et des Caraïbes, le 23 février 2010, de promouvoir la mise en œuvre de mécanismes propres de résolution pacifique des conflits,

Renouvelant notre engagement pour qu'en Amérique latine et dans les Caraïbes, se consolide une zone de paix dans laquelle les différends entre les nations se résolvent de manière pacifique, par la voie du dialogue et de la négociation ou autre forme de résolution et en pleine harmonie avec le droit International,

Également conscients de l'impact humanitaire global catastrophique et à long terme de l'usage des armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive et des discussions en cours sur ces thèmes,

Déclarons :

1. L'Amérique latine et les Caraïbes zone de paix sur la base du respect des principes et des normes du droit International, incluant les instruments internationaux dont font partie les États membres et les principes et propositions de la Charte des Nations Unies;
2. Notre engagement permanent dans la résolution pacifique des conflits afin de supprimer pour toujours l'usage et la menace de l'usage de la force de notre région;
3. L'engagement des États de la région envers l'accomplissement strict de leur obligation de ne pas intervenir, directement ou indirectement, dans les sujets internes de tout autre État et d'observer les principes de souveraineté nationale, l'égalité des droits et la libre détermination des peuples;
4. L'engagement des peuples d'Amérique latine et des Caraïbes de susciter des relations d'amitié et de coopération entre eux et avec d'autres nations, indépendamment des différences existant entre leurs systèmes politiques, économiques et sociaux ou leurs niveaux de développement, de pratiquer la tolérance et de coexister en paix comme de bons voisins;
5. L'engagement des États d'Amérique latine et des Caraïbes de respecter pleinement le droit inaliénable de tout État à choisir son système politique, économique, social et culturel, une condition essentielle pour assurer la coexistence pacifique entre les nations;
6. La promotion dans la région d'une culture de paix basée, entre autres, sur les principes de la Déclaration sur la culture de paix des Nations Unies;
7. L'engagement des États de la région d'avoir pour guide la présente déclaration dans leur comportement international;
8. L'engagement des États de la région de continuer à promouvoir le désarmement nucléaire comme objectif prioritaire et de contribuer à un désarmement général et complet pour favoriser le renforcement de la confiance entre les nations;

Demandons instamment à tous les États membres de la communauté internationale de respecter pleinement cette déclaration dans leurs relations avec les États membres de la CELAC.

La Havane, le 29 janvier 2014

Déclaration spéciale de la CELAC sur la coopération internationale

Nous, chefs d'État et de gouvernement d'Amérique latine et des Caraïbes, réunis à La Havane à l'occasion du deuxième Sommet de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC), qui s'est tenu les 28 et 29 janvier 2014,

Conscients de la transcendance que revêtent les liens de coopération Sud-Sud entre les membres de notre Communauté;

Réaffirmant le besoin de progresser dans le renforcement de la coopération en Amérique latine et dans les Caraïbes conformément aux dispositions des déclarations de Caracas et de Santiago-du-Chili adoptées à l'occasion du Sommet fondateur et du premier Sommet de la CELAC;

Confirmant la validité du plan d'action de Buenos Aires, adopté lors de la Conférence des Nations Unies sur la coopération technique entre pays en développement, tenue à Buenos Aires (Argentine) en 1978 et la Déclaration de Nairobi sur la coopération Sud-Sud adoptée au Kenya en décembre 2009 qui nous invite à renforcer nos capacités pour nous acheminer vers notre développement dans le respect de nos valeurs, aspirations et besoins particuliers et rappelant les mandats attribués et les dispositions arrêtées en matière de coopération Sud-Sud dans d'autres documents établis et résolutions et décisions adoptées dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies;

Ayant présent à l'esprit que la coopération doit contribuer à la promotion du processus d'union et d'intégration de la CELAC, à la réduction des asymétries entre ses membres, à la promotion de la justice sociale, de l'égalité, d'un travail digne, du développement territorial et de l'autonomie nationale;

Convaincus que la coopération Sud-Sud constitue un instrument privilégié pour assurer la complémentarité, l'union, l'intégration et l'échange horizontal des connaissances entre les pays et pour faire face aux énormes défis communs et aider les gouvernements de la région dans leurs efforts pour parvenir à un développement durable et à une croissance sans exclusive dans l'intérêt de nos peuples;

Insistant sur notre conviction qu'il existe autant de routes vers le développement que de pays qui les empruntent et réaffirmant le droit de chaque pays d'adopter le modèle de développement qui lui convienne le mieux;

Considérant que tous les pays du monde doivent contribuer au développement durable même si les niveaux d'engagement diffèrent entre pays développés et pays en développement;

Réaffirmant le respect de la diversité culturelle qui caractérise les identités latino-américaines et caribéennes en tant que sociétés aux cultures, ethnies et langues diverses mais qui participent également d'une histoire et d'une géographie communes;

Insistant sur le besoin pour la CELAC de se doter d'un ensemble de principes, de normes et de procédures qui garantisse que la coopération à l'intérieur et à l'extérieur de la région se traduise par des bénéfices tangibles pour les pays de notre communauté et soit menée conformément aux stratégies, aux plans et aux programmes de développement librement décidés par ces pays, conformément à la

Déclaration de Santiago du Sommet de la CELAC, adoptée à Santiago du Chili le 28 janvier 2013;

Réaffirmant que les États doivent coopérer entre eux indépendamment des différences qui existent entre leurs systèmes politiques, économiques et sociaux et leurs niveaux de développement et doivent promouvoir la stabilité et le progrès de l'économie mondiale et le bien-être général des pays;

Se déclarant inquiets de la baisse de l'aide publique au développement que reçoivent les pays de la CELAC, que ce soit en termes de produit intérieur brut (PIB) régional ou par rapport à d'autres régions en développement, et de la non-réalisation de l'objectif qui voulait que tous les pays développés consacrent 0,7 % de leur PIB à l'aide publique au développement;

Préoccupés par le fait que, compte tenu de la croissance économique de la région en 2012 qui a dépassé la moyenne mondiale, les pays des Caraïbes ont connu une décroissance ou une croissance inférieure à la moyenne de toute notre région et par le fait que l'Amérique latine et les Caraïbes sont considérées comme la région marquée par les plus grandes inégalités où se maintiennent dans de nombreux domaines des fossés entre les pays de la CELAC et à l'intérieur de ces pays;

Souscrivant au concept selon lequel le processus de développement est très étendu, avec des facettes multiples, et va au-delà de l'augmentation du revenu par habitant puisqu'il n'implique pas seulement d'améliorer les niveaux de vie mais également d'assurer des processus de croissance durable et sans exclusive qui s'efforcent de réduire l'inégalité au plan social et en matière de production qui caractérise les pays d'Amérique latine et des Caraïbes, y compris les pays à revenu intermédiaire;

Manifestant de ce fait le souhait que les pays développés revoient le concept de notation et cessent de l'appliquer aux pays à revenu intermédiaire en fonction du revenu par habitant;

Reconnaissant que la première réunion du Groupe de travail sur la coopération internationale de la CELAC, tenue à Buenos Aires (Argentine) les 12 et 13 septembre 2013, et la mise en place du cadre de fonctionnement de ce groupe de travail constituent des étapes importantes pour l'étude, la création, l'articulation et la mise en œuvre d'une politique régionale de coopération fondée sur le respect absolu des politiques propres à chacun de nos membres, sans conditionnalités ni formules imposées,

Sommes convenus de :

2. Favoriser le développement d'une coopération régionale fondée sur les principes de solidarité, d'horizontalité, de complémentarité, de consensus, de diversité, d'équité, de souplesse, de réciprocité, de coresponsabilité, de bénéfice mutuel, de participation volontaire, d'alignement sur des priorités nationales, de transparence, de résultats et de reddition de comptes en ce qui concerne l'utilisation des ressources publiques, d'effet multiplicateur, de non-conditionnalité, de priorité accordée à la réduction des inégalités entre les pays et à l'intérieur des pays et des groupes vulnérables, du respect de la souveraineté nationale, de l'égalité des droits et de la non-ingérence dans les affaires intérieures des pays et du respect des lois et des règlements nationaux;

3. Respecter les stratégies de développement librement arrêtées par les États membres, conformément à la déclaration de Santiago du premier Sommet de la CELAC, adoptée à Santiago du Chili le 28 janvier 2012 et à la déclaration fondatrice de la CELAC adoptée à Caracas (Venezuela) le 3 décembre 2011;
4. Appuyer les efforts déployés par nos secteurs publics pour déterminer et confronter les besoins et les capacités en matière de coopération;
5. Donner la priorité, dans la coopération bilatérale et régionale, aux actions visant à contribuer à la réduction des inégalités entre les pays et à l'intérieur des pays, entre les régions, les petits États insulaires en développement et les pays sans littoral et entre les secteurs et les groupes les plus vulnérables, les communautés autochtones, les personnes d'ascendance africaine, les femmes, les enfants, les personnes âgées, les personnes handicapées, les personnes vivant dans la pauvreté, les zones rurales ainsi que les communautés susceptibles de souffrir de catastrophes naturelles et des effets du changement climatique;
6. Promouvoir et faire valoir les intérêts et les préoccupations de l'Amérique latine et des Caraïbes dans les principaux points du programme international de coopération en partant de nos priorités, en rapprochant les positions, s'il y a lieu, dans les conférences et réunions internationales de portée mondiale;
7. Promouvoir l'établissement d'un nouveau programme de coopération internationale pour un développement durable et sans exclusion qui prenne en compte les besoins de tous les pays en développement sans exclusion, leurs difficultés et leurs facteurs de vulnérabilité et qui, s'agissant de l'orientation de l'aide publique au développement dans nos pays, ne repose pas uniquement sur le critère du revenu par habitant;
8. Réaffirmer que la coopération Sud-Sud a un rôle spécifique à jouer mais ne remplace pas la coopération Nord-Sud ni les engagements pris par les pays développés en matière d'aide publique au développement;
9. Continuer de contribuer au développement intégral de la République de Haïti conformément aux dispositions de la résolution adoptée à la première réunion des Ministres des relations extérieures de la CELAC sur la coopération spéciale avec Haïti et sur la base des principes de coopération arrêtés dans le cadre de notre communauté;
10. Faire progresser, lors de la première réunion des coordonnateurs nationaux de 2014, la vision de la manière dont la CELAC œuvrera en matière de coopération.

La Havane, le 29 janvier 2014

Déclaration spéciale sur le désarmement nucléaire

Nous, chefs d'État et de gouvernement d'Amérique latine et des Caraïbes, réunis à La Havane, les 28 et 29 janvier 2014, dans le cadre du deuxième Sommet de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC),

1. *Exprimons à nouveau* notre vive préoccupation face à la menace que représente pour l'humanité la persistance des armes nucléaires et l'éventualité de leur emploi ou de la menace de leur emploi;

2. *Soulignons* notre soutien et notre attachement résolu à la Déclaration de la CELAC sur le désarmement nucléaire, adoptée à Buenos Aires, le 20 août 2013;

3. *Réaffirmons* les dispositions de la résolution CG/Res.563 sur la nécessité urgente de parvenir à un désarmement nucléaire général et complet, ainsi que celles du Programme stratégique de l'Organisme pour l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes (OPANAL), tous deux adoptés par les 33 États membres à la vingt-troisième session ordinaire de la Conférence générale de l'OPANAL, le 22 août 2013 à Buenos Aires;

4. *Soulignons* que l'emploi ou la menace de l'emploi des armes nucléaires constitue une violation de la Charte des Nations Unies et un crime contre l'humanité, et constitue parallèlement une violation du droit international et du droit international humanitaire et, rappelons que, dans son avis consultatif de 1996, la Cour internationale de Justice s'était prononcée à l'unanimité dans ce sens;

5. *Déclarons* que le désarmement nucléaire complet et vérifiable est un objectif important de notre communauté d'États et réaffirmons que la seule garantie effective contre l'emploi et la menace de l'emploi des armes nucléaires est leur élimination et leur interdiction totales;

6. *Réaffirmons* la nécessité impérieuse de progresser sur la voie de l'objectif prioritaire qu'est le désarmement nucléaire et de parvenir à l'élimination complète et générale des armes nucléaires, et rappelons notre décision de s'associer aux efforts de la communauté internationale pour progresser vers la négociation d'un instrument universel juridiquement contraignant qui interdise les armes nucléaires;

7. *Estimons* qu'il est dans l'intérêt légitime des États non dotés d'armes nucléaires, dont font partie tous les États membres de la CELAC, que les États dotés d'armes nucléaires fournissent des garanties sans équivoque et juridiquement contraignantes par lesquelles ils s'engagent à ne pas employer ni menacer d'employer ces armes. Appelons à engager des négociations en vue de l'adoption, aussitôt que possible, d'un instrument universel et juridiquement contraignant sur des garanties négatives de sécurité;

8. *Renouvelons notre appel* à tous les États, en particulier aux États dotés d'armes nucléaires, pour qu'ils éliminent le rôle que jouent les armes nucléaires dans leurs doctrines, leurs politiques de sécurité et leurs stratégies militaires ou y renoncent en tant qu'approche envisageable pour la gestion des conflits, dans l'optique de parvenir à l'élimination complète de ces armes, indépendamment de leur type ou de leur emplacement géographique;

9. *Exprimons notre plus vive préoccupation* face à l'ampleur considérable des conséquences humanitaires et aux répercussions planétaires de toute explosion nucléaire accidentelle ou délibérée. Exhortons la communauté internationale à

réaffirmer sa préoccupation face aux conséquences humanitaires des armes nucléaires, quel que soit le lieu où s'engage le débat sur ce type d'armes. Accueillons avec satisfaction les résultats de la Conférence d'Oslo sur les incidences humanitaires des armes nucléaires, tenue en mars 2013 et, à cet égard, appelons tous les États à participer à la deuxième Conférence internationale sur les incidences humanitaires des armes nucléaires, qui se déroulera au Mexique, les 13 et 14 février 2014;

10. *Maintenons* notre position ferme en faveur du plein respect des trois piliers fondamentaux du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires que sont le désarmement nucléaire, la non-prolifération et l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques. La CELAC réaffirme l'importance du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) – pierre angulaire du régime de désarmement nucléaire et de non-prolifération des armes nucléaires – et souligne l'importance de son universalité. À cet égard, tous les États qui ne l'ont pas encore fait sont vivement encouragés à adhérer au Traité en tant qu'États non dotés d'armes nucléaires;

11. *Réaffirmons* le droit inaliénable des États de développer la recherche, la production et l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques sans discrimination et conformément aux dispositions des articles I^{er}, II, III, et IV du TNP. Réaffirmons l'engagement de toutes les Parties au Traité à faciliter la participation à un échange aussi large que possible d'équipements, de matières et de renseignements scientifiques et technologiques en vue de l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques;

12. *Demandons instamment* aux États dotés d'armes nucléaires de s'acquitter des engagements contractés en vertu de l'article VI du TNP et de progresser sur la voie de l'élimination complète de ces armes. Ces États sont invités à appliquer pleinement et immédiatement les 13 mesures pratiques en vue du désarmement nucléaire définies à la Conférence d'examen du TNP en 2000, ainsi que le Plan d'action adopté lors de la Conférence d'examen de 2010.

13. Dans ce contexte, la CELAC regrette que la décision relative à l'organisation d'une Conférence internationale pour la création d'une zone exempte d'armes nucléaires et autres armes de destruction massive au Moyen-Orient n'ait pas été appliquée. La CELAC rappelle que la tenue de cette conférence est importante et qu'elle est inscrite dans le document final de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2010.

14. La CELAC est fermement convaincue que, outre que la création d'une telle zone contribuerait de manière importante à la réalisation de l'objectif du désarmement nucléaire, une telle initiative constituerait une étape cruciale sur la voie d'un processus de paix dans la région du Moyen-Orient. La CELAC appelle à la tenue de cette conférence dans les meilleurs délais, comme en sont convenues les Parties au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 1995, 2000 et 2010.

15. Nous, chefs d'État et de gouvernement d'Amérique latine et des Caraïbes, *exprimons notre totale opposition* au perfectionnement des armes nucléaires existantes et à la mise au point de nouveau types d'armes de cette nature, toutes activités incompatibles avec l'obligation d'adopter des mesures effectives en vue du désarmement nucléaire;

16. *Réaffirmons* l'importance de l'entrée en vigueur, dans les meilleurs délais, du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICE) et prions instamment les États cités à l'annexe II du Traité, dont la ratification est indispensable à l'entrée en vigueur de l'instrument, d'accélérer le processus de signature et/ou de ratification;

17. *Appelons* tous les États à s'abstenir de procéder à des explosions expérimentales d'armes nucléaires, à toute autre explosion nucléaire ou à tout autre type d'expérimentation non explosive y afférente, y compris les essais sous-critiques à des fins de perfectionnement des armes nucléaires. Pareils agissements sont contraires à l'objectif, aux buts et à l'esprit du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires et vont à l'encontre des effets escomptés de l'instrument en tant que mesure de désarmement nucléaire;

18. *Rappelons* que la première session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement a débouché sur la création de la Conférence du désarmement comme unique instance multilatérale de négociation sur le désarmement. Prions instamment cette conférence de faire preuve de la volonté politique propre à garantir que les travaux de fond débutent sans plus attendre, en commençant par l'adoption et l'exécution d'un programme de travail équilibré et complet afin de progresser sur la voie du désarmement nucléaire;

19. *Saluons* le travail accompli par le groupe de travail à composition non limitée créé en application de la résolution 67/56 de l'Assemblée générale des Nations Unies avec pour mandat d'élaborer des propositions visant à faire avancer les négociations multilatérales sur le désarmement nucléaire, notamment les propositions et contributions soumises par les États membres de la CELAC dans le cadre de ce groupe;

20. *Soulignons* que la création de zones exemptes d'armes nucléaires renforce la paix et la sécurité internationales et régionales ainsi que le régime de non-prolifération, et qu'elle est une contribution importante au désarmement nucléaire;

21. *Réaffirmons* que l'Amérique latine et les Caraïbes sont fières d'être la première région densément peuplée du monde à s'être déclarée zone exempte d'armes nucléaires dans le cadre du Traité visant l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine et dans les Caraïbes (Traité de Tlatelolco). Réaffirmons que la création d'une telle zone dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes a contribué au désarmement nucléaire et à la non-prolifération des armes nucléaires, ainsi qu'à la paix et à la sécurité régionales et mondiales;

22. *Soulignons* que le Traité de Tlatelolco et l'OPANAL ont été une référence politique, juridique et institutionnelle pour la création d'autres zones exemptes d'armes nucléaires et différentes régions de par le monde. L'expérience de l'OPANAL, conjuguée à celle des quatre autres zones exemptes d'armes nucléaires en place et à celle de la Mongolie en sa qualité de seul État s'étant unilatéralement déclaré exempt d'armes nucléaires, constitue aujourd'hui un patrimoine important de la communauté internationale propre à inspirer la création de nouvelles zones exemptes d'armes nucléaires afin d'atteindre l'objectif d'un monde sans armes nucléaires;

23. *Demandons instamment* aux puissances nucléaires de retirer toutes les déclarations interprétatives relatives aux Protocoles additionnels I et II au Traité de Tlatelolco, qui constituent des réserves proprement dites interdites par cet

instrument et de respecter le caractère dénucléarisé de la région de l'Amérique latine et des Caraïbes et ainsi contribuer à éliminer la possibilité de l'emploi d'armes nucléaires contre les pays de la région. Exprimons leur engagement à continuer de travailler avec ces États parties aux Protocoles afin de les convaincre de retirer ou de modifier les déclarations en question;

24. *Soulignons* l'importance que revêt la participation active des États membres de la CELAC à l'élaboration de propositions concrètes pour parvenir au désarmement nucléaire général et complet, conformément à un calendrier fixé au niveau multilatéral, clairement établi, irréversible et vérifiable;

25. *Réaffirmons* l'importance que revêtent l'établissement de liens et la coopération entre la CELAC et l'OPANAL, organisme spécialisé de la région, pour la définition d'une position commune, et les travaux conjoints visant à parvenir au désarmement nucléaire;

26. *Réaffirmons* la ferme détermination de la CELAC à œuvrer à l'organisation d'une conférence internationale de haut niveau en vue de définir les mesures et les actions qui permettent d'éliminer les armes nucléaires dans le plus court délai possible, dans l'optique de l'adoption d'un programme échelonné pour l'élimination complète des armes nucléaires dans un délai précis, qui en interdise la mise au point, la production, l'acquisition, la mise à l'essai, le stockage, le transfert, l'emploi et la menace de l'emploi, et qui en prévoie la destruction;

27. *Soulignons* notre intention de donner la suite qu'il convient à la résolution 68/32 de l'Assemblée générale, intitulée « Suivi de la réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur le désarmement nucléaire de 2013 », et de participer activement à la troisième session du Comité préparatoire de la Conférence d'examen du TNP, qui doit se tenir à New York en 2014, sous la présidence du Pérou.

La Havane, le 29 janvier 2014

Déclaration spéciale sur le programme de développement des Nations Unies pour l'après-2015

Nous, chefs d'État et de gouvernement d'Amérique latine et des Caraïbes, réunis à La Havane à l'occasion du deuxième Sommet de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC), qui s'est tenu les 28 et 29 janvier 2014,

Réaffirmant notre volonté individuelle et collective de mettre en œuvre les résultats des principaux sommets et conférences des Nations Unies dans les secteurs économique, social, environnemental et connexes,

Reconnaissant qu'il importe de promouvoir un développement durable dans nos pays et au niveau mondial en favorisant une intégration équilibrée de leurs dimensions économique, sociale et environnementale dans le cadre d'un effort renouvelé de la part de la communauté internationale en faveur du développement durable,

Soulignant l'importance de la promotion d'un système de gouvernance économique mondiale juste et sensible aux besoins et aux intérêts des pays en développement et de leurs populations et réaffirmant le rôle central que joue le système des Nations Unies dans ces efforts,

Exprimant de nouveau notre aspiration à un ordre mondial plus juste et solidaire,

Réaffirmant le besoin urgent de bâtir une nouvelle conception du développement qui soit la projection de la solidarité, de la coopération et de la responsabilité mutuelle sans aucune exclusive qui placent la personne au centre des préoccupations et qui favorise une croissance économique soutenue et sans exclusive, un développement social participatif, la protection de l'environnement et la dignité de l'être humain,

1. *Réaffirmons* les buts et principes consacrés dans la Charte des Nations Unies, notamment les principes de l'égalité souveraine des États, cadre général dans lequel doit s'inscrire le nouveau programme;

2. *Réitérons* notre engagement ferme et résolu à mettre en œuvre les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), en mettant plus particulièrement l'accent sur ceux de ces objectifs dont la réalisation est le plus en retard dans notre région et en soulignant le besoin d'inciter la communauté internationale à renouveler son engagement de financement;

3. *Manifestons* notre décision d'œuvrer à l'établissement du programme de développement pour l'après-2015 en nous fondant sur l'expérience positive acquise grâce aux progrès accomplis dans la réalisation des buts fixés dans le cadre des OMD, sur l'établissement de consensus au niveau régional, sur les connaissances obtenues et les enseignements tirés ainsi que sur les lacunes et les limitations constatées dans leur application et sur les défis qu'il nous reste à relever afin d'obtenir un programme tenant compte des priorités qui se dégagent au plan national pour parvenir au monde que nous souhaitons et en reconnaissant en même temps que l'élimination de la pauvreté et une réduction notable des inégalités et de l'exclusion sociale continuent d'être des priorités urgentes pour nos sociétés;

4. *Exprimons* à cet égard notre souhait d'œuvrer de manière dynamique à l'élaboration d'objectifs de développement durable conforme au mandat accepté par

les États lors de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio +20), en assurant coordination et cohérence avec les mécanismes relatifs au programme de développement pour l'après-2015 dont l'élaboration devra être le résultat d'un processus intergouvernemental transparent, démocratique et sans exclusive;

5. *Soulignons* de même le besoin de donner au nouveau programme un caractère universel et intégral tout en assurant une conception suffisamment souple pour répondre aux besoins, aux priorités et aux particularités de chaque pays et de chaque région, conscients qu'il n'existe pas un modèle ou une recette unique de développement;

6. *Insistons* sur le fait qu'il est urgent que le nouveau programme apporte la solution des problèmes structurels auxquels se heurtent les pays en développement et permette d'éliminer les écarts qui existent au plan international, régional et à l'intérieur de nos sociétés afin d'aider les pays à assurer le bien-être le plus complet possible à toutes leurs populations et à garantir à tous les droits de l'homme pour tous en particulier le droit au développement. À cet égard, admettons le concept de changements structurels pour l'égalité et y souscrivons;

7. *Décidons* d'œuvrer à l'établissement d'un programme sans exclusive qui soit centré sur les personnes et qui renforce l'engagement pris par tous en vue de l'élimination de la pauvreté et de la réalisation du développement durable, programme qui intègre de manière équilibrée les dimensions environnementale, économique et sociale pour que ces dimensions soient traitées comme une nécessité urgente qu'il faut satisfaire afin de pouvoir répondre aux besoins les plus pressants de l'humanité, à savoir l'élimination de la pauvreté et de l'inégalité ainsi que la lutte contre la dégradation de l'environnement, notamment les conséquences des changements climatiques, la vulnérabilité en cas de catastrophe et la perte de biodiversité qui menacent nos pays;

8. *Exprimons* notre détermination à progresser dans la mise en place d'un véritable partenariat mondial pour le développement tenant compte du consensus de Monterrey et de la Déclaration de Doha sur le financement du développement qui reprenne tous les éléments du programme de développement durable ainsi que les moyens de l'exécuter, en particulier les mécanismes de financement du développement durable, de l'aide publique au développement, de la dette extérieure, de promotion de la coopération Nord-Sud et Sud-Sud, du commerce et des finances internationales, y compris une représentation adéquate des pays en développement au sein des institutions financières internationales;

9. *Soulignons* que la mise en œuvre du programme de développement après 2015 devra contribuer à l'établissement de la paix et la sécurité internationale, de la gouvernance démocratique à tous les niveaux, y compris dans les organisations internationales, de l'égalité entre les sexes et de tous les droits de l'homme pour tous, en particulier le droit au développement;

10. *Réaffirmons* l'engagement pris par les pays d'Amérique latine et des Caraïbes en faveur du développement durable conformément au consensus obtenu lors du Sommet de Rio +20 ce qui nous amènera à nous efforcer d'apporter notre contribution au processus d'élaboration du programme de développement pour l'après-2015;

11. *Reconnaissons* qu'il est urgent que le nouveau programme inclue des objectifs, des indicateurs et des délais précis concernant l'apport de moyens garantissant sa mise en œuvre, notamment des ressources financières, supplémentaires et prévisibles, le développement et le transfert de technologies, la création de capacités dans les pays en développement;

12. *Demandons instamment* aux pays développés de consacrer, comme ils s'y sont engagés, 0,7 % de leur produit national brut à l'aide publique au développement;

13. *Faisons de nouveau valoir* à cet égard qu'il ne sera possible de garantir le développement et la mise en œuvre de ce programme qu'en structurant et en mettant en pratique un système multilatéral démocratique, participatif, équitable et transparent et bénéficiant de la participation pleine et effective des pays en développement, dans des conditions d'égalité, afin que ces pays puissent relever les défis qu'implique le développement.

La Havane, le 29 janvier 2014

Déclaration spéciale sur la promotion de l'équité de genre et l'autonomisation des femmes dans le nouveau programme de développement pour l'après-2015

Nous, chefs d'État et de gouvernement d'Amérique latine et des Caraïbes, réunis à La Havane à l'occasion du deuxième Sommet de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC), qui s'est tenu les 28 et 29 janvier 2014,

1. *Confirmons* que l'équité de genre est une des conditions requises pour parvenir au plein exercice des droits de l'homme et sommes convenus que la femme doit figurer parmi les priorités des politiques publiques et des programmes de prise en charge mise en œuvre par les gouvernements sans qu'il s'agisse de se borner à protéger les femmes au moyen d'un cadre politico-judiciaire national et international mais bien de prendre des mesures concrètes qui facilitent son développement intégral et contribue à le consolider;

2. *Reconnaissons* que pour que l'équité de genre soit au centre du débat sur le développement, il y a lieu de prendre en compte aussi bien la dimension productive que reproductive et revoir la division du travail qui, par suite de facteurs d'inéquité dans le domaine de la reproduction, a entraîné une charge disproportionnée pour les femmes ainsi que les inégalités structurelles de genre qui perpétue le cercle de la pauvreté, de la marginalisation et de l'inégalité;

3. *Sommes convenus* de redoubler d'efforts pour renforcer au maximum les capacités des femmes et des filles qui souffrent de discrimination du simple fait qu'elles sont femmes et filles et qui de plus se heurtent à de nombreux autres facteurs de discrimination tels que la race, l'âge, la langue, l'origine ethnique, la culture, la religion et l'invalidité;

4. *Nous engageons* à conjuguer nos efforts et à continuer de lutter contre toutes les formes et modalités de violence, y compris le féminicide, et contre la discrimination à l'égard des femmes et des filles et en faveur de la promotion de leurs droits en créant les conditions nécessaires à leur développement, en renforçant les espaces, au plan aussi bien national qu'international, qui leur permettent de développer leurs capacités et de recevoir des prestations de qualité et des soins dans les domaines de la santé, de l'éducation, de la formation, d'avoir une participation égalitaire à la vie politique et d'être protégées contre la violence à leur égard et en étudiant des mécanismes qui facilitent le plein exercice de leur droit et le renforcement de leur autonomie économique, notamment en facilitant leur intégration dans les différents domaines de production;

5. *Réitérons* notre souci d'intégrer la perspective de genre en tant qu'élément transversal du nouveau programme de développement pour l'après-2015 afin d'autonomiser la femme et de concrétiser l'équité de genre dans le but d'enrayer la pauvreté et de parvenir au développement social et économique de nos peuples en éliminant, par la même occasion, les facteurs historiques et structurels qui pérennisent la discrimination fondée sur le genre;

6. *Conscients* du rôle joué par l'État dans l'élimination de la discrimination fondée sur le genre, sommes convenus de promouvoir la création d'un groupe de travail à composition ouverte chargé de déterminer et de promouvoir de manière intégrale et inclusive des stratégies clés qui aident à répondre et à satisfaire aux besoins et aux exigences propres aux femmes et aux filles de nos pays, la CELAC

constituant un espace régional approprié pour favoriser la coopération régionale en matière de genre et stimuler la participation et la représentativité des femmes et des filles d'Amérique latine et des Caraïbes. Pour ce faire, ce groupe de travail devra rendre compte des contributions des organes spécialisés dans ces domaines qui appartiennent au système des Nations Unies et des contributions du Bureau directeur de la Conférence régionale sur les femmes d'Amérique latine et des Caraïbes et des autres sources régionales concernées par l'autonomisation et les progrès de la femme.

La Havane, le 29 janvier 2014

Déclaration spéciale sur la désignation de l'Envoyé spécial du Secrétaire général sur le handicap et l'accessibilité

Nous, chefs d'État et de gouvernement d'Amérique latine et des Caraïbes, réunis à La Havane à l'occasion du deuxième Sommet de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC), qui s'est tenu les 28 et 29 janvier 2014,

Sachant :

Que la communauté promeut la prise en compte dans le programme international des droits de l'homme des personnes handicapées afin de mettre leur situation en exergue et d'appeler l'attention sur elle et dans le but d'assurer leur participation pleine et effective à la vie sociale et au développement, de promouvoir et de protéger leurs droits et leur dignité et de promouvoir l'égalité d'accès de ces personnes à l'emploi, à l'éducation, à l'information et à tous les biens et services;

Que le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a désigné l'ancien Vice-président de l'Équateur, M. Lenin Moreno Garcés, "Envoyé spécial du Secrétaire général sur le handicap et l'accessibilité »;

Que la Convention relative aux droits des personnes handicapées contient un nouveau paradigme qui après un modèle fondé sur l'assistance passe à un modèle centré sur les droits des personnes handicapées et que la transposition de cette convention au niveau national est essentielle à la promotion et la protection des droits des personnes handicapées;

Que conformément aux résolutions approuvées antérieurement par l'Assemblée générale des Nations Unies, le Secrétaire général prendra, pour promouvoir les droits des personnes handicapées, de nouvelles mesures dans le système des Nations Unies conformes à la Convention;

Décidons ce qui suit :

1. Accueillons avec satisfaction la nomination par l'ONU comme « Envoyé spécial du Secrétaire général sur le handicap et l'accessibilité » de l'ancien Vice-président de l'Équateur, M. Lenin Voltaire Moreno Garcés, en reconnaissance de son combat pour garantir les droits des personnes handicapées ainsi que de sa lutte pour garantir le respect des droits des personnes handicapées et pour l'attention opportune et immédiate qu'il a portée à des milliers de personnes handicapées qui vivaient marginalisées dans une situation d'exclusion et de pauvreté;

2. Réaffirmons notre engagement à soutenir le travail accompli par M. Lenin Moreno en tant qu'« Envoyé spécial du Secrétaire général sur le handicap et l'accessibilité » pour contribuer aux efforts déployés dans ce domaine par le système des Nations Unies.

La Havane, le 29 janvier 2014

Déclaration spéciale sur les défis auxquels les pays à revenu intermédiaire auront à faire face en Amérique latine et dans les Caraïbes

Nous, chefs d'État et de gouvernement d'Amérique latine et des Caraïbes, réunis à La Havane à l'occasion du deuxième Sommet de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC), qui s'est tenu les 28 et 29 janvier 2014,

Réaffirmant le droit de tous pays à mettre en place pacifiquement et librement leur propre système politique et économique ainsi que le cadre institutionnel pertinent conformément au mandat souverain que lui a attribué son peuple et aux principes de flexibilité et de participation volontaire qui sous-tendent les actions de la CELAC,

Rappelant que les pays d'Amérique latine et des Caraïbes continuent de subir les effets contraires des crises financières et économiques mondiales et que la lenteur à ce jour du rétablissement économique a notablement réduit les avancées socio-économiques par la région dans sa poursuite des objectifs du Millénaire pour le développement telle que prévue pour 2015,

Reconnaissant que la plupart des pays d'Amérique latine et des Caraïbes sont placées dans la catégorie des pays à revenu intermédiaire ce qui limite leur accès à un financement dans des conditions favorables, qu'ils ont de grands défis à relever dans la mesure où malgré l'importance des efforts déployés et des avancées réalisées, des situations graves d'inégalité et de pauvreté persistent au détriment des groupes les plus vulnérables de la population et que le chômage et le sous-emploi, particulièrement chez les jeunes, continuent d'atteindre des niveaux inacceptables dans bon nombre de nos pays,

Soucieux de confronter les expériences au plan économique et financier dans le but d'établir un dialogue productif d'où naissent des mécanismes permettant de faire face aux effets de la crise financière internationale, afin, plus particulièrement, de soutenir les secteurs les plus vulnérables,

Reconnaissant également que les pays à revenu intermédiaire de notre région, malgré les progrès notables obtenus dans l'accomplissement des objectifs du Millénaire pour le développement, rencontrent encore de grands obstacles sur le chemin du développement et ont des besoins particuliers en matière de coopération internationale et qu'il importe de ce fait de déterminer les lacunes structurelles afin de mieux comprendre leurs besoins, en fonction des priorités nationales et des plans nationaux de développement de chaque pays,

Considérant qu'il importe de tenir compte de la solidarité des pays à revenu intermédiaire avec les pays les moins avancés, grâce à la coopération Sud-Sud, et que ces efforts réclament l'appui de la communauté internationale afin de continuer de contribuer à la coopération Sud-Sud,

Soulignant que la croissance et la stabilité ne s'obtiennent pas seulement par la discipline et l'autorégulation mais également grâce à l'action collective et à l'association, conformément aux principes de respect de la souveraineté et de l'indépendance nationale, de l'égalité, de la non-conditionnalité, de la non-ingérence dans les affaires internes, de l'intérêt mutuel, de la complémentarité et de la solidarité,

Soulignant aussi que dans le monde globalisé d'aujourd'hui, aucun pays ne peut survivre seul et qu'il en est plus particulièrement ainsi pour les pays de la CELAC dont les économies sont petites, ouvertes et vulnérables aux fluctuations des marchés extérieurs, aux fluctuations de l'économie mondiale et aux catastrophes naturelles de plus en plus dévastatrices en raison des effets encore incontrôlables des changements climatiques,

Reconnaissant que cette vulnérabilité s'aggrave du fait que, outre les effets néfastes des crises financières et économiques internationales, nos pays doivent faire face à une politique de différenciation et de notation, politique qui prive les pays à revenu intermédiaire fortement endettés – dont bon nombre sont membres de la CELAC – de la possibilité d'obtenir un financement dans des conditions favorables ainsi qu'une aide publique au développement pour atteindre leurs objectifs de développement économique et social dans un monde où les choix pour progresser sur la voie économique sont par eux-mêmes réduits,

Soulignant l'importance pour tous les pays en développement de continuer de pouvoir prétendre à bénéficier de la coopération internationale aussi bien au niveau bilatéral que multilatéral, y compris de la coopération apportée par le système des Nations Unies; soulignant de même la nécessité de trouver de nouveaux paramètres susceptibles de compléter les critères actuels de classement des pays à revenu intermédiaire qui traduisent de manière plus fidèle et équitable le degré de développement de chaque pays et considérant comme indispensable la prise en compte de l'analyse sur les écarts structurels dans ce contexte,

Réaffirmant le besoin d'une réforme importante du système de gouvernance économique internationale pour que celui-ci donne véritablement la parole aux pays en développement et leur assure la participation voulue en leur permettant donc de bénéficier d'une croissance et d'un développement équitables,

1. *Souscrivons* aux résultats de la Conférence de haut niveau sur les pays à revenu intermédiaire, qui s'est tenue à San José (Costa Rica) du 12 au 14 juin 2013 où un appel a été lancé à une collaboration qui permette de présenter une position commune concernant le statut de pays en développement des membres de la CELAC, compte tenu des asymétries existantes entre nos pays et à l'intérieur de ces pays;

2. *Nous félicitons* d'avoir réussi à inscrire les défis que rencontrent les pays à revenu intermédiaire dans le programme économique international et dans le dialogue mené actuellement avec les diverses institutions financières internationales telles que le FMI et la Banque mondiale et encourageons donc à poursuivre la coopération et l'engagement entre les pays concernés par ces questions dans le cadre des Nations Unies et d'autres instances internationales;

3. *Demandons instamment* aux institutions financières internationales d'évaluer leurs politiques en matière de différenciation et de notation et d'octroyer aux pays à revenu intermédiaire fortement endettés l'accès à des crédits à des taux favorables;

4. *Réitérons* la nécessité pour les pays développés de respecter leurs engagements en matière de coopération au développement, particulièrement les engagements liés à l'aide publique au développement au moyen notamment du transfert de technologie et du développement;

5. *Reconnaissons* la contribution en matière de coopération internationale pour le développement que nos pays reçoivent de leur vis-à-vis plus développés et demandons instamment à nos partenaires au développement de s'efforcer d'établir des indicateurs qui tiennent compte de manière plus appropriée de la réalité des pays à revenu intermédiaire, notamment des problèmes propres aux États caribéens en considérant que les critères actuels qui reposent sur la moyenne du revenu, particulièrement le critère de revenu par habitant, ne tiennent pas compte des effets de la multidimensionnalité de la pauvreté et de l'inégalité;

6. *Rappelons* que les progrès en Amérique latine et dans les Caraïbes ont été entravés par le lent rétablissement qui a suivi la crise économique et financière ainsi que par les difficultés existant complexes en matière de développement et de promotion sociale au plan de l'équité et de la sécurité citoyenne, les effets néfastes des changements climatiques et l'absence d'accès approprié au financement des mesures d'atténuation et d'adaptation et à l'aide publique au développement que les pays développés, entre autres, s'étaient engagés à fournir;

7. *Demandons instamment* aux institutions financières internationales d'évaluer leur politique en la matière et de rechercher les moyens de conserver aux petits pays à revenu intermédiaire fortement endettés l'accès aux prêts et la possibilité de renégocier leur dette dans des conditions favorables et viables, sans conditionnalités;

8. *Lançons également un appel* au système des Nations Unies, compte tenu de sa présence universelle et du rôle qu'il joue dans le programme de développement, pour qu'il améliore son intervention et son efficacité dans le domaine de la coopération avec les pays à revenu intermédiaire en tenant compte des besoins en matière de développement propres à ces pays ainsi que des effets de leur développement sur leur capacité à participer à la coopération Sud-Sud;

9. *Nous réengageons* à poursuivre les efforts en cours en vue de l'accomplissement des objectifs du Millénaire pour le développement et d'une plus grande participation au processus en cours en vue de l'élaboration des objectifs de développement durable et du programme de développement pour l'après-2015.

La Havane, le 29 janvier 2014

Déclaration spéciale sur la nécessité de lever le blocus économique, commercial et financier imposé à Cuba par les États-Unis d'Amérique

Nous, chefs d'État et de gouvernement d'Amérique latine et des Caraïbes, réunis à La Havane à l'occasion du deuxième Sommet de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC), qui s'est tenu les 28 et 29 janvier 2014,

1. *Exprimons* notre rejet le plus catégorique des mesures économiques coercitives que le droit international ne cautionne pas, notamment toutes les mesures unilatérales appliquées à l'encontre de pays souverains pour des raisons politiques et qui portent atteinte au bien-être de leurs peuples et visent à les empêcher d'exercer leur droit de décider, librement, de leurs régimes politique, économique et social;

2. *Réaffirmons* notre condamnation la plus énergique de l'application de lois et de mesures contraires au droit international telles que la loi Helms-Burton, y compris de ses effets extraterritoriaux, et exhortons le Gouvernement des États-Unis d'Amérique à mettre un terme à l'application de ce texte;

3. *Nous déclarons* on ne peut plus préoccupés par le renforcement de la dimension extraterritoriale du blocus ainsi que par la traque accrue des opérations financières internationales de Cuba, ce en opposition avec la volonté politique de la communauté internationale;

4. *Réclamons* de ce fait au Gouvernement des États-Unis d'Amérique d'appliquer les résolutions successives adoptées par l'Assemblée générale des Nations Unies et, en réponse aux appels renouvelés des pays d'Amérique latine et des Caraïbes, de lever le blocus économique, commercial et financier qu'il impose à Cuba, sachant que ce blocus est contraire au droit international, qu'il porte gravement atteinte, de manière injustifiable, au bien-être du peuple cubain et nuit à la paix et à la coexistence entre les nations américaines.

La Havane, le 29 janvier 2014

Déclaration spéciale sur la question des îles Malvinas

Nous, chefs d'État et de gouvernement d'Amérique latine et des Caraïbes, réunis à La Havane à l'occasion du deuxième Sommet de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC), qui s'est tenu les 28 et 29 janvier 2014,

1. *Proclamons de nouveau* notre soutien énergique aux droits légitimes de la République argentine dans le conflit de souveraineté relatifs aux îles Malvinas, Géorgie du Sud et Sandwich du Sud, ainsi qu'aux espaces maritimes environnants, et rappellent que les pays de la région continuent d'espérer que le Gouvernement argentin et le Gouvernement britannique reprendront les négociations afin de trouver au plus tôt une solution pacifique et définitive au différend, ainsi que l'ont prescrit l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation des États américains et comme il est proclamé dans les déclarations du Groupe de Rio et du Sommet de l'Amérique latine et des Caraïbes, en particulier celle publiée à l'occasion du Sommet de l'unité de l'Amérique latine et des Caraïbes, qui s'est tenu sur la Riviera Maya (Mexique) le 23 février 2010, et qui constituent le patrimoine historique de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes;

2. *Rappelons également* qu'il importe de respecter les dispositions de la résolution 31/49 dans laquelle l'Assemblée générale appelle les deux parties à s'abstenir de prendre des décisions impliquant le recours à des modifications unilatérales de la situation pendant que les îles Malvinas, Géorgie du Sud et Sandwich du Sud ainsi que les espaces maritimes avoisinants suivent le processus recommandé par l'Assemblée générale;

3. *Saluons* l'attitude constructive permanente du Gouvernement argentin et sa volonté de parvenir, par la voie de la négociation, à un règlement pacifique et définitif de cette situation coloniale anachronique qui perdure sur le continent américain;

4. *Remercions* la présidence *pro tempore* de la CELAC d'avoir entrepris la démarche du 26 mars 2013 conjointement avec les présidences *pro tempore* d'UNASUR et de MERCOSUR et le Ministre des affaires étrangères Héctor Timerman, qui ont eu des réunions avec le président du Comité spécial de la décolonisation de l'ONU et avec le Secrétaire général de cette organisation afin de réaffirmer l'intérêt permanent que manifeste la région pour une reprise des négociations entre le Gouvernement argentin et le Gouvernement du Royaume-Uni au sujet du différend de souveraineté sur la question des îles Malvinas;

5. À cet égard *renouvelons notre appui ferme* à la mission de bons offices menée par le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, comme l'Assemblée générale l'en avait chargé dans des résolutions successives, dans le but de faire reprendre les négociations visant à trouver au plus tôt une solution pacifique au différend, et de nous informer des progrès réalisés dans l'accomplissement de sa mission.

La Havane, le 29 janvier 2014

Déclaration spéciale d'appui à la lutte contre le terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations

Nous, chefs d'État et de gouvernement d'Amérique latine et des Caraïbes, réunis à La Havane à l'occasion du deuxième Sommet de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC), qui s'est tenu les 28 et 29 janvier 2014,

1. *Réaffirmons* que nous condamnons sans réserve tout acte de terrorisme comme étant criminel et injustifiable et réitérons notre volonté de combattre le terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations, y compris lorsque des États sont directement ou indirectement impliqués, dans le strict respect du droit international, des normes internationales de protection des droits de l'homme et du droit international humanitaire, en renforçant notamment à cette fin nos législations nationales en tant que de besoin et en encourageant une coopération internationale agissante et efficace, afin de prévenir, d'élucider, de réprimer et de combattre toute manifestation de ce fléau. De même nous engageons à prendre des mesures rapides et efficaces pour prévenir, sanctionner et éliminer le financement et la préparation de tout acte terroriste et à refuser tout refuge aux instigateurs, responsables de financement et auteurs d'activités terroristes ou aux personnes qui encouragent ces activités ou y participent, conformément au cadre juridique international, y compris aux conventions internationales et aux résolutions pertinentes de l'ONU;

2. *Réaffirmons* notre attachement à la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies adoptée en septembre 2006, révisée en 2008, en 2010 et en 2012, et réitérons notre volonté d'appliquer les principes qui y sont énoncés, de prendre toutes les mesures qui y sont proposées en tant que moyen le plus efficace de mettre fin à la menace que représente le terrorisme, et de veiller au respect absolu de l'état de droit autant que des droits de l'homme. Saluons également le travail accompli par l'équipe du Secrétaire général de l'ONU chargée de l'application de la stratégie pour diffuser et coordonner les efforts déployés par le système des Nations Unies pour appliquer intégralement cette stratégie;

3. *Réaffirmons* que ceux qui commettent des actes de terrorisme ne sauraient rester impunis et exhortons tous les États, dans le respect du droit international, à coopérer pleinement à la lutte contre le terrorisme, en particulier avec les États sur le territoire desquels ou contre les citoyens desquels des actes de terrorisme sont commis, en empêchant l'organisation, l'instigation ou le financement de ces actes contre d'autres États dans le cadre d'organisations installées sur leur territoire, afin de repérer, d'appréhender, de refuser d'abriter et de traduire en justice, par application du principe *aut dedere aut judicare* et de leur propre législation nationale, quiconque encourage ou facilite le financement, la planification, la préparation ou la commission d'actes de terrorisme, accorde l'asile à de tels individus, ou participe ou tente de participer à de tels actes;

4. *Rejetons* l'établissement unilatéral de listes accusant des États de soutenir ou de commanditer le terrorisme, ce qui va à l'encontre du droit international. À cet égard, confirmons le communiqué spécial approuvé le 5 juin dernier par la CELAC qui rejette l'inscription de Cuba sur la liste dite des États encourageant le terrorisme international dressée par le département d'État des États-Unis;

5. *Exhortons* tous les États à veiller, conformément au droit international, à ce que le statut de réfugié ou de requérant d'asile ne soit pas utilisé à des fins

illicites par les responsables du financement, les auteurs, les organisateurs ou les commanditaires d'actes de terrorisme et/ou par des organisations servant de façade à des groupements terroristes;

6. *Condamnons* le fait que le responsable de l'attentat terroriste mené en octobre 1976 contre un avion de la compagnie Cubana de Aviación, provoquant la mort de 73 civils innocents, n'a pas été poursuivi du chef de terrorisme et soutenons les démarches entreprises pour obtenir son extradition ou sa poursuite en justice;

7. *Réaffirmons* que l'extradition est un outil essentiel à la lutte contre le terrorisme et exhortons les États saisis de demandes d'extradition de terroristes par des États membres de notre communauté à instruire dûment celles-ci, dans le strict respect des textes applicables;

8. *Invitons* tous les États qui ne l'ont pas fait à envisager d'adhérer d'urgence à l'ensemble des conventions et protocoles relatifs à la lutte contre le terrorisme, afin de s'acquitter des obligations qui en découlent, ainsi qu'à l'ensemble des accords internationaux qui leur font obligation de prêter une assistance dans les domaines de la police, des renseignements financiers et de la justice ainsi que de juger et de punir en toute célérité et selon les voies appropriées, dans le strict respect du droit international, des droits de l'homme et du droit international humanitaire, ainsi que de leur législation nationale, les responsables du financement, commanditaires, complices et auteurs d'actes de terrorisme, qu'ils visent des personnes, des moyens publics ou privés de transport de passagers ou de marchandises, des personnes jouissant d'une protection internationale, des représentations diplomatiques, des installations touristiques ou d'autres édifices publics ou privés;

9. *Continuerons* à œuvrer à l'adoption des mesures nécessaires et appropriées, dans le respect de nos obligations découlant du droit international, afin de réprimer, en vertu de la loi, l'incitation à commettre des actes de terrorisme et de prévenir les agissements de ce type;

10. *Demandons* aux États de coopérer, au sein de l'ONU, pour s'entendre sur un texte de convention générale sur la lutte contre le terrorisme international et de le signer, en réglant les questions qui, à ce jour, entravent la mise au point d'un tel texte, y compris celles de la définition juridique et du champ d'application de ladite convention, afin d'en faire un instrument efficace de lutte contre le terrorisme. Nous engageons à continuer de coopérer activement entre nous et avec les organes compétents du système des Nations Unies pour prévenir le terrorisme et lutter contre ce fléau;

11. *Réitérons* notre solidarité profonde avec les victimes d'actes terroristes, souhaitons qu'elles reçoivent l'appui nécessaire et estimons qu'il convient que le Secrétaire général donne suite au premier Colloque international des Nations Unies sur l'aide aux victimes du terrorisme, tenu en 2008 en vue de la création dans le cadre de l'ONU d'un mécanisme pratique d'aide internationale à ces victimes .

La Havane, le 29 janvier 2014

Déclaration spéciale sur le renforcement de l'intégration

Nous, chefs d'État et de gouvernement d'Amérique latine et des Caraïbes, réunis à La Havane à l'occasion du deuxième Sommet de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC), qui s'est tenu les 28 et 29 janvier 2014,

1. *Réaffirmons* notre engagement en faveur de l'intégration régionale conçue comme une stratégie complémentaire aux efforts déployés au plan national pour obtenir de meilleurs niveaux de développement ainsi qu'une insertion internationale plus poussée et mieux adaptée;

2. *Lançons un appel collectif* pour que soient trouvés les moyens pratiques de redoubler d'efforts pour consolider l'intégration notamment en approfondissant les niveaux d'articulation, de complémentarité, de coopération et de convergence entre les mécanismes régionaux et sous-régionaux d'intégration et les présidences et secrétariats *pro tempore* de ces mécanismes;

3. *Reconnaissons* que nos pays ont réalisé des progrès notables dans les processus d'intégration et de ce fait accueillons avec satisfaction les progrès obtenus au sein des mécanismes régionaux et sous-régionaux d'intégration ainsi que de l'incorporation dans ces mécanismes de divers États membres de la CELAC, ce qui contribue à progresser dans la réalisation des valeurs, des buts et des principes de notre communauté;

4. *Répétons* que l'unité et l'intégration de notre région doivent être bâties sur le respect du pluralisme, de la diversité, des principes de volontariat, de solidarité, de flexibilité, de complémentarité des actions et du droit souverain de tout peuple à construire son propre système politique et économique en tenant présent à l'esprit que notre communauté a été fondée sur la base du respect sans restriction du droit international et des principes inscrits dans la Charte des Nations Unies, du règlement pacifique des différends, de l'interdiction de l'emploi ou de la menace d'emploi de la force, du respect de l'autodétermination, de la souveraineté, de l'intégrité territoriale, de la non-ingérence dans les affaires internes de chaque pays, de la protection et de la promotion des droits de l'homme, de la primauté du droit national et international et de la démocratie;

5. *Nous engageons* de même à œuvrer de concert pour assurer la prospérité de tous, en renforçant la démocratie et l'État de droit, en éliminant la discrimination, la pauvreté, l'exclusion sociale, les inégalités et la marginalisation ainsi que les violations des droits de l'homme;

6. *Réaffirmons* notre engagement à promouvoir l'intégration mutuellement bénéfique, la solidarité et la coopération entre les membres de notre communauté, plus particulièrement avec les pays vulnérables et moins avancés. De même nous appuyons les initiatives prises par la CELAC pour coopérer avec d'autres pays en développement et avec d'autres pays et groupes de pays en respectant un équilibre approprié entre la coopération Nord-Sud, la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire qui se complètent, dans le but de faire face à la crise mondiale, d'approfondir l'intégration en Amérique latine et dans les Caraïbes, de progresser dans la lutte contre la faim et la pauvreté dans la région en atteignant et dépassant les objectifs du Millénaire et de promouvoir le développement durable de nos pays. À cet égard sommes convenus qu'il est bon que la coopération à l'intérieur et à l'extérieur de la région apporte des avantages tangibles au pays de notre

Communauté et s'effectue conformément aux stratégies, aux plans et aux programmes de développement choisis par ces derniers;

7. *Sommes convenus* qu'à la prochaine réunion de la CELAC avec les mécanismes d'intégration et les pays membres il y aura lieu d'envisager des mesures visant à minimiser les distorsions que provoque l'absence de politiques communes dans les processus d'intégration et de pallier les difficultés rencontrées par les pays moins avancés dans la région pour appliquer des politiques encourageant les investissements et les exportations. À cet égard, il convient également d'étudier des initiatives concrètes et pratiques pour approfondir la portée des processus d'intégration régionale en assurant la complémentarité des efforts déployés, en renforçant les initiatives en cours au sein des divers groupes sous-régionaux et en créant des synergies avec elles.

La Havane, le 29 janvier 2014

Déclaration spéciale sur la question des réparations pour l'esclavage et le génocide indigène

Nous, chefs d'État et de gouvernement d'Amérique latine et des Caraïbes, réunis à La Havane à l'occasion du deuxième Sommet de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC), qui s'est tenu les 28 et 29 janvier 2014,

Reconnaissant que l'esclavage et la traite des esclaves, en particulier la traite transatlantique, ont été des tragédies effroyables dans l'histoire de l'humanité, en raison non seulement de leur barbarie odieuse, mais encore de leur ampleur, de leur caractère organisé et tout spécialement de la négation de l'essence des victimes et reconnaissant également que l'esclavage et la traite des esclaves, en particulier la traite transatlantique, constituent un crime contre l'humanité et sont l'une des principales sources et manifestations du racisme, de la discrimination raciale, de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée, et que les Africains et les personnes d'ascendance africaine, de même que les Asiatiques et les personnes d'ascendance asiatique et les peuples autochtones, ont été victimes de ces actes et continuent à en subir les conséquences,

1. *Reconnaissons* l'héritage impérissable et néfaste du génocide des populations autochtones, de l'esclavage et du pillage des ressources ainsi que leur incidence sur la situation de sous-développement dont souffrent beaucoup de pays de la région;

2. *Soutenons résolument* une démarche, rapide, orientée vers l'action et de bonne foi, à mener auprès des États colonisateurs qui ont été responsables du génocide des populations autochtones et de la réduction à esclavage des Africains dans la région, sous le parrainage et grâce à l'organisation de l'État, afin de trouver des mécanismes justes et efficaces pour réparer les séquelles de ces graves violations des droits de l'homme qui constituent un crime contre l'humanité comme c'est leur devoir moral;

3. *Nous félicitons* de la création de la Commission des réparations de la Communauté des Caraïbes (CARICOM) et prenons note de ses efforts continus pour définir les problèmes et les défis résultant des siècles de traite des esclaves dans l'Atlantique et du génocide des populations autochtones de la région ainsi que des réclamations dans des domaines clés déterminés par la commission des réparations de la CARICOM, à savoir : maladies chroniques, éducation, privation culturelle, traumatisme psychologique et retard scientifique et technologique;

4. *Rappelons* les paragraphes 98 à 106 de la déclaration de Durban et plus particulièrement l'importance que revêtent les « recours utiles, voies de droit, réparations, mesures d'indemnisation et autres mesures à prévoir aux échelons national, régional et international » pour faire face aux effets persistants de l'esclavage et de la traite transatlantique des esclaves;

5. *Décidons* de maintenir cette question à l'ordre du jour de la CELAC pour qu'elle soit actualisée périodiquement et que les mesures de suivi nécessaire soient prises.

La Havane, le 29 janvier 2014

**Déclaration spéciale sur la régularisation migratoire
en tant que mécanisme visant à atteindre le plein exercice
des droits des migrants et de leurs familles des États membres
de la CELAC et le renforcement de l'intégration régionale**

Nous, chefs d'État et de gouvernement d'Amérique latine et des Caraïbes, réunis à La Havane à l'occasion du deuxième Sommet de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC), qui s'est tenu les 28 et 29 janvier 2014,

1. *Reconnaissons* l'importance historique de la migration internationale pour le développement des pays du point de vue économique, politique, social et culturel et la nécessité de renforcer les synergies entre la migration internationale et le développement au niveau mondial, régional et national;

2. *Nous déclarons préoccupés* par les flux migratoires irréguliers entre les États membres de la CELAC et les difficultés rencontrées par les migrants en raison notamment des carences alimentaires, des risques de mort, des mauvais traitements, des abus sexuels, des enlèvements ainsi que du déni et du non-respect des droits de l'homme, notamment pour les femmes et les enfants;

3. *Nous engageons* à élaborer de nouvelles politiques adaptées à la dynamique changeante et à renforcer les politiques en place de manière qu'elles reconnaissent les migrants comme des sujets de droit, et même tendent à faciliter la régularisation migratoire et à garantir que les migrants soient traités de manière humaine, avec dignité et respect et dans la garantie de leurs droits de l'homme ainsi qu'à accorder une attention prioritaire aux groupes se trouvant dans des situations de vulnérabilité;

4. *Réaffirmons* que les migrants en situation irrégulière, surtout ceux qui sont victimes du délit de la traite des personnes et du trafic illicite de migrants à des fins d'exploitation sexuelle, d'exploitation commerciale et d'exploitation du travail doivent être traités, s'il y a lieu, conformément aux dispositions et aux principes énoncés dans le Protocole additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants et dans le Protocole contre le trafic illicite de migrants par terre, air et mer;

5. *Réaffirmons* notre engagement à prévenir, poursuivre et sanctionner le trafic illicite de migrants, la traite des personnes, particulièrement des femmes, des enfants, filles et garçons, et des adolescents et à rétablir les victimes dans leurs droits en application des règles internationales et des lois nationales en la matière ainsi qu'à renforcer la coopération entre les membres de la CELAC dans la lutte contre ce fléau;

5. *Réitérons* le besoin d'établir et d'approfondir l'intégration et la complémentarité de nos pays au plan bilatéral, régional et interrégional, dans le but de réduire les inégalités dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes et ainsi de réduire la création de conditions de tout type qui provoquent la migration forcée et irrégulière et l'incidence sur ce phénomène de causes économiques, sociales et liées au travail;

6. *Nous félicitons* des engagements énoncés dans la Déclaration du dialogue de haut niveau sur les migrations internationales et le développement adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies les 3 et 4 octobre 2013;

7. *Reconnaissons* le besoin de recourir à la coopération internationale afin que, de manière intégrée et exhaustive, il soit possible de faire face au phénomène migratoire et aux problèmes que pose la migration irrégulière et de lutter contre la criminalité organisée, la traite des personnes et le trafic illicite de migrants afin que la migration soit sûre, souple et ordonnée et que les migrants reçoivent ainsi un traitement digne et une attention pleinement conforme à leurs droits de l'homme;

8. *Reconnaissons* l'importance de l'engagement pris par les États membres d'incorporer la migration dans les plans nationaux de développement, dans les stratégies de lutte contre la pauvreté et dans les programmes et politiques sectoriels pertinents;

9. *Reconnaissons en outre* l'importance des postulats formulés dans la déclaration de Buenos Aires du 28 août 2013 où était énoncée la position de la Conférence sud-américaine sur les migrations (CSM) avant le deuxième dialogue de haut niveau sur les migrations internationales et le développement des Nations Unies qui, dans des recommandations de prise en charge de protection des migrants en situation de vulnérabilité, prévoit la reconnaissance des migrants comme sujet de droit, la reconnaissance de la contribution positive des migrants et de leurs familles au développement dans sa dimension sociale, économie, interculturelle, éducative et scientifique et aux processus d'intégration et de coopération entre les pays ainsi que la condamnation de tout acte de xénophobie, de discrimination et de racisme de même que le traitement utilitariste des migrants, indépendamment de leur situation migratoire ainsi que le rejet de toute intention de criminaliser la migration irrégulière;

10. *Reconnaissons également* les principes de la Conférence régionale sur les migrations (CRM) qui reposent sur une approche à visage humain de la question migratoire comme modèle de consolidation des efforts de protection des droits de l'homme des personnes migrantes, notamment de celles se trouvant dans des situations de vulnérabilité du fait de leur âge, de leur genre et de leur situation de victimes de la traite, en intégrant ce modèle dans les lois relatives aux migrations, sur la bonne gestion des frontières et la sécurité ainsi que sur le renforcement des liens entre migrations et développement;

11. *Réitérons* notre engagement de ratifier et d'appliquer les instruments internationaux relatifs à la migration internationale qui constitue un outil fondamental, en particulier la « Convention sur les travailleuses et les travailleurs domestiques », qui contient des dispositions particulières concernant les travailleurs migrants se trouvant dans cette situation;

12. *Réitérons* l'intérêt qu'il y a à promouvoir les processus d'intégration au sein de la communauté d'accueil afin que soient effectivement garantis les droits des migrants et que soit reconnue leur contribution au développement humain de la société dans son ensemble et des personnes migrantes et de leur famille en particulier;

13. *Invitons* les États membres à effectuer des campagnes de diffusion au sujet des risques qu'implique la migration irrégulière dans la mesure où cette décision met en danger la vie du migrant qui utilise des itinéraires et des moyens de transport qui, du fait de leur caractère clandestin, n'offrent pas les conditions minimales de sécurité;

14. *Réitérons notre engagement* de renforcer toutes les mesures visant à faire face à la difficile situation où se trouvent les migrants qui ne peuvent rentrer dans

leur pays d'origine par suite de crises humanitaires dans les pays de destination ou de transit;

15. Compte tenu de ce qui précède, *nous engageons* à orienter nos efforts de manière à faciliter la régularisation des migrants en situation irrégulière et à lutter contre les délits que constituent la traite des personnes et le trafic illicite de migrants dans la région, dans le respect de la législation interne des pays concernés;

16. Finalement, *encourageons* chaque pays à adopter dans sa législation des mécanismes efficaces de régularisation de la migration qui donnent la visibilité voulue aux migrants de la région et leur donnent les moyens d'exercer pleinement leurs droits ce qui permettra de contribuer au renforcement du processus d'intégration régionale.

La Havane, le 29 janvier 2014

Déclaration spéciale sur le problème mondial de la drogue

Nous, chefs d'État et de gouvernement d'Amérique latine et des Caraïbes, réunis à La Havane à l'occasion du deuxième Sommet de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC), qui s'est tenu les 28 et 29 janvier 2014,

Reconnaissant que le problème mondial de la drogue, notamment son coût au plan politique, économique, sociale et environnementale, est devenu un défi de plus en plus complexe, dynamique et aux causes multiples qui a des effets négatifs sur la santé, sur la cohésion sociale, sur la sécurité des citoyens, sur l'intégrité des institutions démocratiques, sur les politiques publiques, sur le développement et sur les activités économiques et qui, en vertu du principe de la responsabilité commune et partagée, exige une approche intégrale, équilibrée, multidisciplinaire et bâtie sur un cadre respectant pleinement les droits de l'homme et les libertés fondamentales,

1. *Considérons* que le problème mondial de la drogue implique tous les États et que pour y faire face il faut des stratégies nationales, régionales et mondiales afin de lutter contre tous les maillons qui le constituent;

2. *Réaffirmons* que le problème mondial de la drogue reste une responsabilité partagée qui exige une coopération internationale plus intense et efficace ainsi que des stratégies de réduction de l'offre et de la demande fondées sur une approche intégrale, multidisciplinaire et équilibrée assortie de mesures qui se renforcent mutuellement en conformité avec les conventions multilatérales et régionales sur la drogue;

3. *Soulignons* que les politiques de lutte contre la drogue doivent suivre une perspective intégrale et équilibrée qui reconnaisse le principe de la responsabilité commune et partagée ainsi que le souci du bien-être de la personne et une perspective de prévention de la violence et de la délinquance. De même, reconnaissons que l'usage excessif de drogue constitue également un problème de santé publique qui requiert des politiques privilégiant la prévention, le traitement, la réadaptation et l'insertion sociale et que le traitement de ce problème doit se fonder sur les différentes réalités propres à chacun des États membres ainsi que sur le plein respect de leur souveraineté et de leur intégrité territoriale;

4. *Reconnaissons* de même le besoin de réduire la délinquance et la violence, notamment grâce au renforcement de l'État;

5. *Reconnaissons* les efforts accomplis au niveau national et régional par les États de l'Amérique latine et des Caraïbes pour lutter contre le problème mondial de la drogue et la priorité élevée que nos gouvernements accordent à la sécurité et au bien-être des citoyens;

6. *Réaffirmons* que la coopération internationale et l'échange de renseignements utiles entre nos États, sur la base d'une confiance mutuelle, fait partie intégrante de la lutte contre le problème mondial de la drogue et contre la délinquance connexe;

7. *Déclarons* qu'il y a lieu de chercher des solutions autres que l'emprisonnement des consommateurs, en envisageant particulièrement la prise en charge, la réadaptation et la réinsertion sociale et productive comme manière de lutter contre la dépendance des toxicomanes en accordant une attention particulière aux sexospécificités, conformément aux cadres juridiques nationaux et au droit

international en vigueur qui permettent un traitement équilibré, multidisciplinaire et fondé sur le plein respect des buts et des principes de la Charte des Nations Unies et d'autres dispositions du droit international, en particulier celles relatives à la souveraineté et à l'intégrité des États, au principe de non-ingérence dans les affaires internes et de respect des droits de l'homme, grâce notamment à un accès renforcé à la réadaptation, aux soins complets de santé et aux programmes de réintégration sociale;

8. *Insistons* sur la nécessité de renforcer la coopération judiciaire dans la région pour faire face efficacement aux difficultés, aux menaces, aux risques et aux situations de vulnérabilité créés par le problème de la drogue;

9. *Encourageons* la tenue d'un large débat ouvert sur le problème mondial de la drogue fondé sur les connaissances et les preuves scientifiques qui permettent de lutter efficacement contre ce fléau selon une approche intégrée;

10. *Réitérons* par ailleurs notre engagement de continuer d'approfondir la coopération internationale de lutte contre la criminalité transnationale liée au problème mondial de la drogue, en reconnaissant que la coopération dans ce domaine est un élément essentiel au moment de faire face aux défis qu'imposent ces activités criminelles;

11. Finalement, *sommes d'accord* sur le besoin de parvenir à une meilleure compréhension des causes économiques qui sous-tendent et encouragent les trafics illicites des drogues afin de renforcer la réponse des États à ce phénomène.

La Havane, le 29 janvier 2014

Déclaration spéciale sur le changement climatique et la gestion intégrée des risques de catastrophe

Nous, chefs d'État et de gouvernement d'Amérique latine et des Caraïbes, réunis à La Havane à l'occasion du deuxième Sommet de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC), qui s'est tenu les 28 et 29 janvier 2014,

Convaincus que le changement climatique est un des principaux problèmes de notre temps et que son caractère mondial exige des solutions à caractère coopératif également mondiales,

1. *Réaffirmons* nos engagements en ce qui concerne la question du changement climatique et la préparation aux catastrophes, pris lors du premier Sommet de la CELAC, tenu à Santiago du Chili en janvier 2013;

2. *Prenons note* des décisions adoptées pendant la dix-neuvième Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur le changement climatique et la neuvième session de la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au Protocole de Kyoto, tenues à Varsovie (Pologne) en novembre 2013;

3. *Plaidons* pour unir nos efforts en vue d'une ratification plus rapide de l'amendement de la deuxième période d'engagement au titre du Protocole de Kyoto dans le cadre de la Convention-cadre des Nations Unies sur le changement climatique qui permettra l'entrée en vigueur dudit amendement;

4. *Saluons* les progrès accomplis à la sixième Réunion régionale sur les mécanismes internationaux en faveur de l'aide humanitaire en Amérique latine et dans les Caraïbes, qui s'est tenue à Kingston (Jamaïque) en octobre 2013;

5. *Décidons* de même de joindre nos efforts pour donner un élan politique aux négociations dans le cadre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques dans le but de consolider le régime climatique relevant de la Convention et, à cet égard, reconnaissons la création des plus satisfaisante du Groupe de travail spécial de la plate-forme de Durban pour une action renforcée visant à élaborer dans le cadre de la Convention un protocole, un autre instrument juridique ou un accord ayant valeur juridique pour qu'il soit adopté en 2015, qu'il lie toutes les Parties et qu'il soit guidé par les principes et les dispositions énoncées dans la Convention-cadre, en particulier le principe des responsabilités communes mais différenciées et des capacités propres à chacun;

6. *Réaffirmons* que le travail mené dans le cadre de la plate-forme de Durban pour une action renforcée doit garantir un traitement équilibré entre atténuation, adaptation, financement, formation, transfert de technologie et transparence de l'action et de l'appui et doit également maintenir l'ambition nécessaire aussi bien pour la période postérieure à 2020 que pour celle antérieure à 2020, compte tenu des responsabilités historiques des pays face à la hausse de la température à l'échelle mondiale;

7. *Réaffirmons* notre engagement et notre soutien à la présidence péruvienne de la vingtième Conférence des Parties à la Convention-cadre (COP20) et de la dixième Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au Protocole de Kyoto qui se tiendront à Lima (Pérou) du 1^{er} au 12 décembre 2014;

8. *Prenons note avec satisfaction* de la décision de mettre en place le mécanisme international de Varsovie sur les pertes et dommages liés au changement

climatique dans les pays en développement et demandons instamment qu'un financement lui soit fourni le plus rapidement possible et qu'il soit mis en œuvre de manière effective et immédiate;

9. *Reconnaissons* que pour que des mesures efficaces puissent être prises contre le changement climatique et ses effets, il est urgent en premier lieu que les gouvernements apportent une réponse effective conforme à leurs responsabilités historiques et à leurs moyens et que d'autres acteurs interviennent tels que le secteur privé, la société civile et les mouvements sociaux;

10. *Reconnaissons* de même que le développement durable et l'élaboration du programme de développement pour l'après-2015 exigent des efforts importants visant à limiter le réchauffement mondial. À cet égard, souhaitons vivement que l'attention voulue soit accordée à la réduction des risques de catastrophe et au renforcement de la résilience face aux catastrophes lors de l'élaboration de ce programme;

11. *Soulignons* le besoin de fournir aux pays en développement des ressources financières suffisantes, nouvelles et supplémentaires afin qu'ils puissent assumer les dépenses supplémentaires provoquées par les répercussions du changement climatique ainsi que la mise en place de systèmes d'alerte rapide pour atténuer les dommages dus aux catastrophes;

12. *Réaffirmons en outre*, en la soulignant, la vulnérabilité de nos pays qui subissent déjà les séquelles du réchauffement mondial dont les catastrophes dévastatrices survenues en 2013 dans la région sont la preuve;

13. *Soulignons* qu'il est important de renforcer les liens entre la réduction du risque de catastrophe, la remise en état et la planification du développement durable à long terme ainsi que l'élaboration de stratégies coordonnées qui prennent en compte la réduction du risque de catastrophe et l'adaptation au changement climatique;

14. *Insistons* sur le besoin de faire mieux comprendre et mieux connaître les causes et les conséquences des catastrophes dues au changement climatique dans notre région et de mettre en place et renforcer les moyens permettant de leur faire face grâce à la confrontation des meilleures pratiques, au transfert de technologie et à la formation à la gestion et à la réduction du risque de catastrophe, à la coopération, particulièrement celle des pays développés en faveur des pays en développement et à la consolidation des mécanismes institutionnels;

15. *Décidons* d'échanger les données d'expérience et les renseignements entre les États afin de faciliter la mise au point de stratégies d'adaptation au changement climatique, d'atténuation de ses effets et de remise en état ultérieur, notamment en envisageant la possibilité de mener à bien des projets régionaux dans le domaine du changement climatique;

16. *Soulignons* qu'il est important de combiner des politiques de protection sociale avec un développement socio-économique durable afin de réduire les inégalités et les vulnérabilités sociales latentes dans les pays de la région de manière directement proportionnelle aux vulnérabilités aux catastrophes socio-environnementales;

17. *Mettons l'accent* sur l'importance que revêtira la quatrième session de la Plate-forme régionale de réduction des risques liés aux catastrophes sur le continent américain, qui se tiendra en Équateur en mai 2014;

18. *Reconnaissons* l'utilité de la troisième Conférence mondiale sur la réduction des risques de catastrophe, qui se tiendra au Japon en mars 2015, dans le but d'examiner la mise en œuvre du Cadre d'action de Hyogo et d'adopter un cadre de réduction du risque de catastrophe pour après 2015.

La Havane, le 29 janvier 2014

Déclaration spéciale sur le besoin de mettre en place des mécanismes efficaces pour surmonter les difficultés que rencontre le Paraguay en tant que pays en développement sans littoral

Nous, chefs d'État et de gouvernement d'Amérique latine et des Caraïbes, réunis à La Havane à l'occasion du deuxième Sommet de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC), qui s'est tenu les 28 et 29 janvier 2014,

Réaffirmons la nécessité de promouvoir la croissance et le développement des États membres de la CELAC et de réduire les écarts existants. Dans ce contexte, faisons valoir, en nous appuyant sur ce qui suit l'importance du fonctionnement de mécanismes efficaces et de leur renouvellement dans le but de surmonter les difficultés auxquelles le Paraguay se trouve confronté en tant que pays en développement sans littoral :

L'article 125 de la Convention sur le droit de la mer, l'article V du GATT 1994, l'article 35 de la Déclaration ministérielle de Doha, la décision 33/07 du Conseil du Marché commun et sa décision 19/11 sur la liberté de transit ainsi que les résolutions ci-après de l'Assemblée générale des Nations Unies : 55/2, Déclaration du Millénaire, 56/180, Activités spécifiquement liées aux besoins particuliers et aux problèmes des pays en développement sans littoral, 63/2, Document final de l'examen à mi-parcours du Programme d'action d'Almaty intitulé « Répondre aux besoins particuliers des pays en développement sans littoral et créer un nouveau cadre mondial pour la coopération en matière de transport en transit entre les pays en développement sans littoral et de transit », les communiqués conjoints des États Parties au MERCOSUR et des États associés adoptés le 29 juin 2011 et en décembre 2011, la déclaration d'Asunción du vingt et unième Sommet ibéro-américain du 29 octobre 2011, le communiqué spécial des chefs d'État et de gouvernement d'Amérique latine et des Caraïbes sur le Paraguay, pays en développement sans littoral, adopté à Caracas le 3 décembre 2011 et le communiqué spécial sur « Le besoin de mettre en place des mécanismes efficaces pour surmonter les difficultés que rencontre le Paraguay en tant que pays en développement sans littoral », approuvé au 23^e Sommet ibéro-américain, les 18 et 19 octobre 2013, à Panama;

Reconnaissons que la République du Paraguay peut devenir une importante passerelle entre l'Atlantique et le Pacifique malgré sa situation particulière de pays sans littoral. À cet égard, nous engageons à lui apporter le soutien nécessaire pour atteindre ce but grâce à la mise en place de mesures qui lui permettent de surmonter les vulnérabilités et les problèmes que lui vaut cette situation, en lui accordant le libre transit à travers le territoire des pays de transit par tous les moyens de transport, conformément aux règles applicables du droit international, des conventions internationales et des conventions bilatérales en vigueur.

La Havane, le 29 janvier 2014

Déclaration spéciale sur la feuille de coca

Nous, chefs d'État et de gouvernement d'Amérique latine et des Caraïbes, réunis à La Havane à l'occasion du deuxième Sommet de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC), qui s'est tenu les 28 et 29 janvier 2014,

Rappelant le communiqué spécial sur la feuille de coca ancestral, patrimoine naturel de la Bolivie et du Pérou, approuvé dans le cadre du Sommet de la CELAC, tenu à Caracas (Venezuela) le 3 décembre 2011, et le communiqué spécial sur la pratique traditionnelle de la mastication de la feuille de coca, approuvé lors du premier Sommet des chefs d'État et de gouvernement de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC), tenu le 28 janvier 2013, à Santiago (Chili),

Conscients de l'intérêt qu'il y a à conserver les pratiques culturelles et ancestrales des peuples autochtones, dans le respect des droits de l'homme et des droits fondamentaux des peuples autochtones, conformément aux instruments internationaux pertinents,

Reconnaissant dans la pratique traditionnelle de la mastication (Akulliku) de la feuille de coca une manifestation culturelle ancestrale des peuples de la Bolivie et du Pérou qui doit être respectée par la communauté internationale,

Exprimons notre souhait de connaître les résultats des recherches scientifiques sur les propriétés de la feuille de coca menées par des instituts et des universités de la communauté internationale à la réputation établie dans ce domaine.

La Havane, le 29 janvier 2014

Déclaration spéciale sur la Conférence mondiale sur les peuples autochtones, septembre 2014

Nous, chefs d'État et de gouvernement d'Amérique latine et des Caraïbes, réunis à La Havane à l'occasion du deuxième Sommet de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC), qui s'est tenu les 28 et 29 janvier 2014,

Réaffirmant que la déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones reconnaît et réaffirme que les autochtones sont admis à bénéficier sans aucune discrimination de tous les droits de l'homme reconnus en droit international, et que les peuples autochtones ont des droits collectifs qui sont indispensables à leur existence, à leur bien-être et à leur développement intégral en tant que peuples,

Réaffirmant également sa résolution 66/296 du 17 septembre 2012, sur l'organisation de la réunion plénière de haut niveau de la soixante-neuvième session de l'Assemblée générale, dite Conférence mondiale sur les peuples autochtones qui doit se tenir les 22 et 23 septembre 2014 à New York, en application de la résolution 65/198, du 21 décembre 2010 de l'Assemblée générale des Nations Unies,

Mettant l'accent sur le travail des plus utile accompli par le Haut-Commissariat aux droits de l'homme, le Rapporteur spécial sur les droits des peuples autochtones, le Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones et l'Instance permanente sur les questions autochtones,

Soulignant qu'il est important que les peuples autochtones participent à la poursuite du développement durable et à la préparation de la Conférence, notamment en appuyant la négociation sur le document final et reconnaissant aussi l'importance de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones dans le contexte de la mise en œuvre des stratégies de développement durable aux niveaux mondial, régional, national et infranational,

Insistant sur l'importance de la Réunion plénière de haut niveau de l'Assemblée générale des Nations Unies dite Conférence mondiale sur les peuples autochtones de septembre 2014 et sur la contribution qu'elle peut apporter à l'établissement du programme des Nations Unies pour le développement pour l'après-2015,

Réaffirmant le Consensus de Montevideo sur la population et le développement, qui a été adopté à la première session de la Conférence régionale sur la population et le développement en Amérique latine et aux Caraïbes, tenue à Montevideo du 12 au 15 août 2013, et les engagements sur les peuples autochtones, l'interculturalisme et les droits qui y sont énoncés,

Décidons de :

1. Participer au plus haut niveau et de promouvoir la participation des représentants des organisations des peuples autochtones au sein des délégations nationales à la Réunion plénière de haut niveau de l'Assemblée générale des Nations Unies, dite Conférence mondiale sur les peuples autochtones, qui se tiendra à New York les 22 et 23 septembre 2014, ainsi qu'à d'autres instances internationales pertinentes;
2. Recommander que les négociations sur le document final de la Conférence mondiale sur les peuples autochtones, orientées vers l'action, visent à permettre l'échange de vues et de pratiques de référence sur la réalisation des

droits des peuples autochtones et à atteindre les objectifs de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones.

3. Prendre note du document final de la Conférence préparatoire mondiale autochtone tenue à Alta (Norvège) et d'autres propositions formulées par les peuples autochtones et recommander que les quatre thèmes définis dans le document final d'Alta (Norvège) soient pris en considération lors de la définition des thèmes des tables rondes et du débat interactif qui se tiendra à la Conférence mondiale de 2014;
4. Soutenir l'initiative consistant à organiser une réunion préparatoire de cette conférence à Mexico du 31 mars au 2 avril 2014;
5. Lancer un appel à tous les États membres de l'Organisation des Nations Unies pour qu'ils garantissent que le programme des Nations Unies n'exclue pas les peuples autochtones et respecte pleinement leurs droits conformément à leurs règles internes et à la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones.

La Havane, le 29 janvier 2014

Déclaration spéciale sur le droit de l'homme à l'eau potable et à l'assainissement

Nous, chefs d'État et de gouvernement d'Amérique latine et des Caraïbes, réunis à La Havane à l'occasion du deuxième Sommet de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC), qui s'est tenu les 28 et 29 janvier 2014,

Réaffirmant la résolution A/RES/64/292 du 28 juillet 2010, dans laquelle l'Assemblée générale des Nations Unies reconnaît que le droit à l'eau potable et à l'assainissement est un droit fondamental, essentiel à la pleine jouissance de la vie et à l'exercice de tous les droits de l'homme,

Rappelant le document final intitulé « L'avenir que nous voulons », qui a été adopté à l'issue de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable tenue à Rio de Janeiro (Brésil) du 20 au 22 juin 2012 et dans lequel les États membres ont réaffirmé leurs engagements concernant le droit à l'eau potable et à l'assainissement,

Insistant sur l'intérêt qu'il y a à atteindre, dans le cadre des objectifs du Millénaire pour le développement, le but consistant à assurer l'approvisionnement en eau potable et à assurer à la population, pour son usage personnel et domestique la jouissance, sans discrimination, du droit de l'homme à l'eau potable et à l'assainissement en quantité suffisante, de manière sure, acceptable et accessible et pour un coût abordable et soulignant les efforts déployés au plan national pour ce faire,

Soulignant l'intérêt et le besoin qu'il y a de continuer de contribuer au débat sur le programme de développement pour l'après-2015, exhortons les États à prendre dûment compte dans le programme de développement pour l'après-2015 (Mexique) le droit de l'homme à l'eau potable et à l'assainissement. Pour ce faire, il faudra que la mise en œuvre du programme repose sur les mesures suivantes :

1. Réaffirmer que le droit à potable et à l'assainissement est un droit de l'homme essentiel à la pleine jouissance de la vie et à l'exercice de tous les droits de l'homme;
2. Inviter les États et les organisations internationales à apporter des ressources financières, à renforcer les capacités et à procéder à des transferts de technologies, grâce à l'aide et à la coopération internationales, en particulier en faveur des pays en développement, afin d'intensifier les efforts faits pour fournir une eau potable et des services d'assainissement qui soient accessibles et abordables pour toute la population;
3. Reconnaître l'importance que revêt l'accès équitable à l'eau potable et à l'assainissement, qui fait partie intégrante de la réalisation de tous les droits de l'homme;
4. Proposer de procéder à un échange sur l'expérience acquise, y compris en confrontant les bonnes pratiques suivies et les difficultés rencontrées pour mettre en œuvre le droit de l'homme à l'eau potable et à l'assainissement;

5. Faciliter la tenue d'une réunion de haut niveau des pays d'Amérique latine et des Caraïbes sur le droit de l'homme qu'est le droit à l'eau potable et à l'assainissement pour le deuxième semestre de 2014 afin de contribuer à l'établissement du programme de développement pour l'après-2015.

La Havane, le 29 janvier 2014

Déclaration spéciale sur les droits des paysans et autres personnes vivant dans les zones rurales

Nous, chefs d'État et de gouvernement d'Amérique latine et des Caraïbes, réunis à La Havane à l'occasion du deuxième Sommet de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC), qui s'est tenu les 28 et 29 janvier 2014,

Rappelant la résolution 21/19 du Conseil des droits de l'homme du 27 septembre 2012 aux termes de laquelle le Conseil a créé le Groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée chargé de négocier puis de présenter au Conseil un projet de déclaration des Nations Unies sur les droits des paysans et autres personnes vivant dans les zones rurales,

Rappelant également le document final de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable de Rio +20 intitulé « L'avenir que nous voulons » dans lequel il est entre autres reconnu que les communautés rurales jouent un rôle important dans le développement économique, social et environnemental et que jouent également un rôle important les pratiques agricoles traditionnelles durables, les systèmes traditionnels de distribution de semences, le financement, les marchés et la propriété foncière sécurisée pour les peuples autochtones et les communautés locales et l'encouragement à la création de coopératives et de chaînes de valeur agricoles solides,

Rappelant la résolution A/RES/66/222 du 22 décembre 2011, aux termes de laquelle l'Assemblée générale a proclamé l'année 2014 Année internationale de l'agriculture familiale en reconnaissant que l'agriculture familiale et paysanne ainsi que les petites exploitations constituent un moyen important de parvenir à assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle et à éliminer la pauvreté,

Profondément préoccupés par le fait que 75 % des personnes qui souffrent de pauvreté extrême dans le monde, en majorité des femmes, vivent et travaillent dans des zones rurales et que 80 % des personnes qui souffrent de la faim vivent en milieu rural, notamment dans les pays en développement, 50 % d'entre elles étant des petits propriétaires et des agriculteurs traditionnels vivant sur de petits terrains et cultivant des produits pour subsister ou les vendre sur les marchés locaux. Il est aussi préoccupant que 20 % de personnes sont également des sans terre dont la plupart sont toujours des métayers ou des ouvriers agricoles salariés et que les 10 % restants tirent leur subsistance d'activités traditionnelles de pêche, de chasse et d'élevage pastoral,

1. *Saluons* la tenue de la réunion des hauts fonctionnaires de l'agriculture familiale de la CELAC et la création d'un groupe de travail spécial à composition non limitée, coordonné par la PPT-CELAC, chargé de mettre en place, avec le soutien du Bureau régional de la FAO, un programme d'intégration régionale concernant le développement rural et l'agriculture familiale, et d'explorer des solutions de remplacement concernant l'échange d'expériences et la coopération entre les pays de la CELAC, avec la contribution d'organisations d'agriculteurs familiaux;

2. *Prenons note* de la tenue de la première session du « Groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée » chargé de négocier puis de présenter au Conseil des droits de l'homme un projet de déclaration des Nations Unies sur les droits des paysans et autres personnes vivant dans les zones rurales, organisée du 15 au 19 juillet 2013 au Palais des Nations à Genève (Suisse);

3. *Exhortons* à la poursuite du débat, de la discussion et de la négociation sur la proposition de déclaration des Nations Unies sur les droits des paysans et autres personnes vivant dans les zones rurales.

La Havane, le 29 janvier 2014

**Déclaration spéciale sur la reconnaissance des efforts
déployés par peuples autochtones andins
pour promouvoir pendant l'année internationale
le quinoa comme aliment nutritif**

Nous, chefs d'État et de gouvernement d'Amérique latine et des Caraïbes, réunis à La Havane à l'occasion du deuxième Sommet de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC), qui s'est tenu les 28 et 29 janvier 2014,

Rappelant le communiqué spécial sur l'Année internationale du quinoa, approuvé au Sommet organisé à Santiago (Chili) en janvier 2013,

Réaffirmant la résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies A/RES/66/221, du 22 décembre 2011, qui proclame 2013 « Année internationale du quinoa », reconnaît que le quinoa est un aliment naturel à forte valeur nutritive et affirme la nécessité de centrer l'attention mondiale sur la fonction que peut remplir la biodiversité du quinoa pour assurer la sécurité alimentaire, la nutrition et l'élimination de la pauvreté,

1. *Saluons avec satisfaction* le lancement au plan mondial de l'Année internationale du quinoa, effectué le 20 février 2013 dans le cadre de la soixante-septième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, la tenue de la table ronde de haut niveau sur le thème « Sécurité alimentaire et nutrition » et la clôture de l'année internationale du quinoa, célébrées les 14 et 16 décembre 2013 respectivement à Oruro (Bolivie) et dans la communauté de Capachica, Puno (Pérou) qui ont permis d'attirer l'attention mondiale sur les possibilités nutritives et la biodiversité du quinoa ainsi que sa contribution à l'élimination de la faim et de la pauvreté;

2. *Saluons et soutenons* la création et la mise en service en Bolivie d'un centre international du quinoa et des grains des hauts plateaux andins conçu pour renforcer la recherche et l'innovation technologique de la graine d'or des Andes et contribuer ainsi à la sécurité alimentaire de nos peuples. De même, soutenons l'initiative visant à mettre en place un réseau de centres de recherche et de promotion du quinoa;

3. *Réaffirmons* que les peuples autochtones andins, grâce à leurs connaissances et à leurs pratiques traditionnelles qui se manifestent dans leur conception de la manière de bien vivre en harmonie avec la nature, ont maintenu, contrôlé, protégé et préservé le quinoa dans son état naturel, y compris ses nombreuses variétés cultivées et locales en tant que denrée alimentaire pour les générations actuelles et futures;

4. *Invitons* de nouveau les pays à développer des initiatives qui fassent davantage prendre conscience au public des propriétés nutritives, économiques, environnementales et culturelles du quinoa, au-delà de l'Année internationale du quinoa et sans que ces initiatives nuisent à l'exercice par les communautés autochtones du droit de l'homme à l'alimentation.

La Havane, le 29 janvier 2014

Déclaration spéciale sur le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects en Amérique latine et dans les Caraïbes

Nous, chefs d'État et de gouvernement d'Amérique latine et des Caraïbes, réunis à La Havane à l'occasion du deuxième Sommet de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC), qui s'est tenu les 28 et 29 janvier 2014,

1. *Rappelons* que le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects constitue un problème lié à d'autres activités illicites qui portent profondément atteinte à la stabilité, exacerbe la violence et l'insécurité et nuisent au respect du droit international en causant un grand nombre de décès chaque année et en absorbant des ressources considérables qui pourraient être utilisées pour le développement;

2. *Conscients* du besoin urgent d'empêcher, de combattre et d'éliminer la fabrication et le commerce illicites d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions, *nous engageons* à coordonner nos efforts et à employer tous les moyens possibles pour faire obstacle à un délit aussi honteux;

3. *Sommes de même conscients* des graves conséquences pour la vie et la santé de nos citoyens ainsi que des investissements de plus en plus importants effectués par nos États pour prendre en charge, réadapter et réinsérer convenablement les victimes de ces actes délictueux;

4. *Reconnaissons* que pour faire obstacle au commerce illicite des armes légères et de leurs munitions, il importe de mettre en œuvre tous les instruments et les mécanismes pertinents élaborés au niveau local, national, régional et mondial pour lutter contre le commerce illicite des armes légères et de leurs munitions en tant que mesure contribuant à renforcer le développement, la mise au point et l'exécution au plan national des dispositions juridiques appropriées en la matière, compte tenu des caractéristiques, de la portée et de l'ampleur du problème dans chaque État en particulier;

5. *Soulignons* notre engagement pour une application pleine et effective du programme d'action des Nations Unies en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects et reconnaissons l'importante contribution de ce programme aux efforts déployés dans ce domaine. À cet égard, mettons l'accent sur l'approbation par consensus de la résolution 68/48 intitulée « Le commerce illicite des armes légères et de petit calibre sous tous ses aspects » dans laquelle l'Assemblée générale souligne le besoin d'intensifier les efforts pour mettre en œuvre non seulement ce programme mais également l'«Instrument international visant à permettre aux États de procéder à l'identification et au traçage rapides et fiables des armes légères et de petit calibre illicites »;

6. *Soulignons en outre* qu'il y a lieu de poursuivre le travail au niveau multilatéral dans le cadre du Programme d'action de manière transparente et non discriminatoire en vue de l'adoption d'un instrument juridiquement contraignant en matière de marquage, de traçage et de courtage illicite, afin d'empêcher le détournement des armes légères et de petit calibre vers le marché illicite. Espérons progresser sur ces questions lors de la cinquième Réunion biannuelle du Plan d'action des Nations Unies qui se tiendra en juin 2014 et au cours du cycle de révision du Programme d'action 2014-2018;

7. *Reconnaissons* qu'il importe d'aborder la question du commerce illicite transfrontalier des armes légères et de petit calibre en suivant le Programme

d'action, et qu'il faut promouvoir la coopération en la matière, par les voies appropriées, dans le plein respect de la souveraineté des États sur leurs propres frontières;

8. *Prenons note* de l'adoption par l'Assemblée générale des Nations Unies du Traité sur le commerce des armes. Nous espérons que ce premier instrument juridiquement contraignant relatif au commerce des armes pourra contribuer à donner une suite efficace aux graves conséquences que le trafic illicite et le commerce non réglementé des armes comportent pour de nombreuses personnes et États, en particulier en raison du détournement d'armes vers des acteurs non étatiques ou des usagers non autorisés, souvent liés à la criminalité transnationale organisée et au trafic de la drogue. Espérons de même que ce traité pourra aider à empêcher les conflits armés, la violence armée et les violations du droit international y compris des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et au droit international humanitaire. Par ailleurs, en prévision de l'entrée en vigueur du Traité, demandons que ce dernier soit appliqué de manière équilibrée, transparente et objective et que soit respecté le droit souverain de tous les États de garantir leur légitime défense, conformément à l'article 51 de la Charte des Nations Unies;

9. En *réaffirmant* l'importance de la coopération régionale et internationale pour prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères et de petit calibre ainsi que de leurs munitions, *décidons* de créer un groupe de travail chargé d'étudier le délit que constitue le commerce illicite des armes légères et de petit calibre et de leurs munitions et d'élaborer une proposition de mécanisme et de procédure qui nous permette de coordonner nos efforts efficacement, sur la base du plein respect du droit international et des principes consacrés dans la Charte des Nations Unies, en vue de renforcer la prévention du commerce illicite des armes légères et de petit calibre et de leurs munitions et de lutter contre ce commerce illicite dans l'intérêt de la sécurité des citoyens.

10. Afin de constituer le groupe de travail susmentionné, décidons que dans les 30 jours suivant la présente réunion, la présidence *pro tempore* de la CELAC se verra communiquer par la voie diplomatique appropriée, les noms des délégués nationaux qui seront désignés pour faire partie du groupe en question.

La Havane, le 29 janvier 2014

**Déclaration spéciale sur la question de la pêche illégale,
non déclarée et non réglementée**

Nous, chefs d'État et de gouvernement d'Amérique latine et des Caraïbes, réunis à La Havane à l'occasion du deuxième Sommet de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC), qui s'est tenu les 28 et 29 janvier 2014,

Condamnons les actes et les conséquences découlant de la pêche illégale, non déclarée et non réglementée sous toutes ses formes. À cet égard, réaffirmons notre engagement de respecter la souveraineté et l'intégrité territoriale de tous les États de la région et d'adopter toutes les mesures nécessaires, conformes au droit international et aux résolutions pertinentes de l'Assemblée générale des Nations Unies, pour lutter contre la pêche illégale, non déclarée et non réglementée.

La Havane, le 29 janvier 2014

Déclaration spéciale sur la culture comme élément moteur du développement humain

Nous, chefs d'État et de gouvernement d'Amérique latine et des Caraïbes, réunis à La Havane à l'occasion du deuxième Sommet de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC), qui s'est tenu les 28 et 29 janvier 2014,

1. *Réaffirmons* que la CELAC est l'espace idéal pour exprimer la richesse de la diversité culturelle des peuples de l'Amérique latine et des Caraïbes;

2. *Confirmons* l'importance que revêtent les droits culturels tels qu'ils sont définis dans le système des Nations Unies, dans le cadre des droits de l'homme et demandons instamment à tous les États membres d'élaborer des politiques publiques visant à garantir leur plein exercice;

3. *Reconnaissons* le rôle important que joue la culture dans le développement durable de tous les États membres et soulignons son apport à l'intégration de nos peuples, que l'on doit effectuer en préservant et en promouvant leur caractère multi-ethnique, multiculturelle et plurilingue. À cet égard, confirmons notre soutien unanime aux résolutions 65/166 et 66/208 de l'Assemblée générale des Nations Unies concernant la culture et le développement et nous engageons à œuvrer pour que la culture reçoive la place qui lui revient dans le programme de développement pour l'après-2015;

4. *Mettons l'accent* sur la contribution de la culture à l'élimination de la pauvreté, à la diminution des inégalités sociales, à l'élargissement des possibilités d'emploi et à la réduction des indices d'exclusion sociale, dans le cadre du processus de promotion de sociétés plus équitables;

5. *Plaidons* pour un partage et un échange de méthodologies qui permettent d'analyser de manière quantitative et qualitative l'impact réel de la culture et des industries créatives et culturelles sur les économies et le développement social de nos pays. Cet effort pourrait amener à mettre en place des systèmes d'information culturelle qui permettent aux États de prendre des décisions plus efficaces afin que le secteur de la culture reçoive les investissements nécessaires à son renforcement en tant qu'outil de développement et d'ascension sociale, dans une optique nationale et régionale;

6. *Lançons un appel* pour que l'on élabore et concrétise des projets régionaux qui permettent de financer, de promouvoir et de protéger les entreprises culturelles, en favorisant notamment les synergies entre les institutions publiques et privées;

7. *Réaffirmons* la nécessité de mettre au point un des schémas de soutien et de financement de projets culturels, en permettant notamment aux petites et moyennes entreprises culturelles, aux coopératives, aux associations d'artisans, entre autres, d'ouvrir des voies complémentaires en faveur du développement des entreprises culturelles;

8. *Appuyons* l'adoption des mesures nécessaires pour protéger les connaissances et les savoirs traditionnels qui entrent dans la constitution des identités latino-américaines et caribéennes;

9. *Exprimons notre volonté* de poursuivre nos efforts dans la lutte contre le trafic illicite des biens culturels dans la région et dans la promotion, la récupération et la sauvegarde du patrimoine matériel et immatériel de nos pays;

10. *Soulignons* l'importance du portail de la culture de l'Amérique latine et des Caraïbes et demandons à l'UNESCO de continuer à coopérer pour faire du Portail un outil important pour la promotion de la coopération en matière de culture dans le cadre de la CELAC.

La Havane, le 29 janvier 2014

Déclaration spéciale sur la mise en place du forum Chine-CELAC

Nous, chefs d'État et de gouvernement d'Amérique latine et des Caraïbes, réunis à La Havane à l'occasion du deuxième Sommet de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC), qui s'est tenu les 28 et 29 janvier 2014,

Vu l'importance de la mise en place d'un forum Chine-CELAC,

Rappelant l'augmentation soutenue depuis une dizaine d'années des relations politiques, du commerce, des investissements et des échanges dans les domaines de la science et de la technologie, de la culture, de l'éducation et dans d'autres domaines entre la République populaire de Chine et les pays de l'Amérique latine et des Caraïbes ainsi que des entretiens qu'ont continuellement les dirigeants de la République populaire de Chine et des pays d'Amérique latine et des Caraïbes en vue de la promotion d'une coopération intégrale entre les deux parties et de la mise en place du forum Chine-CELAC,

Tenant compte des diverses occasions où la CELAC a examiné cette question, à différents niveaux et, plus récemment, des résultats de la réunion tenue le 25 septembre 2013 à New York par la troïka élargie de la CELAC au niveau des ministres des relations extérieures avec le Ministre des relations extérieures de la République populaire de Chine, dûment entérinée par la troisième réunion des ministres de la CELAC qui s'est tenue le 27 septembre à New York dans le cadre de la soixante-huitième session de l'Assemblée générale des Nations Unies,

Conscients de l'intérêt que présente pour les pays de l'Amérique latine et des Caraïbes la promotion des relations fondées sur le respect, l'égalité et le bénéfice mutuel, sans aucune conditionnalité, avec tous les pays et les régions dans le but d'aller de l'avant dans leur poursuite d'un développement durable et intégral de la région,

1. *Décidons* de mettre en place le forum Chine-CELAC;
2. *Décidons* que ce forum tiendra sa première réunion en 2014 et qu'en vue de cette réunion il conviendra de définir auparavant les intérêts de la région dans le cadre de la réunion des coordonnateurs nationaux.

La Havane, le 29 janvier 2014

Déclaration spéciale d'appui aux pourparlers de paix entre le Gouvernement de Colombie et les forces armées révolutionnaires de Colombie-armée du peuple

Nous, chefs d'État et de gouvernement d'Amérique latine et des Caraïbes, réunis à La Havane à l'occasion du deuxième Sommet de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC), qui s'est tenu les 28 et 29 janvier 2014, au nom de nos peuples et en interprétant fidèlement leurs souhaits et leurs aspirations,

1. *Saluons* les progrès notables accomplis dans les pourparlers de paix entre le Gouvernement de la République de Colombie et les forces armées révolutionnaires de Colombie-armée du peuple (FARC-EP) et constatons que jamais auparavant une avancée semblable n'avait été obtenue dans un processus de cette nature en Colombie;

2. *Sommes conscients* de l'importance que revêt pour le peuple frère colombien et pour toute notre région la fin d'un conflit qui depuis plus de 50 ans a nui au développement politique, économique et social de la Colombie et réaffirmons notre soutien total aux pourparlers qui se tiennent à La Havane;

3. *Reconnaissons* la contribution importante apportée dans le cadre de ce processus par Cuba et la Norvège, pays garants, et par le Venezuela et le Chili, pays accompagnateurs;

4. *Formons de nouveau le vœu* que ces conversations aboutissent et que l'on parvienne à un accord final pour qu'il soit mis fin au conflit et que s'établisse une paix stable et durable en Colombie.

La Havane, le 29 janvier 2014

Déclaration spéciale sur l'initiative consistant à ériger un monument permanent en l'honneur des victimes de l'esclavage et de la traite transatlantique des esclaves

Nous, chefs d'État et de gouvernement d'Amérique latine et des Caraïbes, réunis à La Havane à l'occasion du deuxième Sommet de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC), qui s'est tenu les 28 et 29 janvier 2014,

Rappelant la tragédie et les horreurs provoquées par le système inhumain de la traite transatlantique des esclaves qui a arraché à leurs foyers entre 15 et 20 millions d'hommes, de femmes et d'enfants qui ont été embarqués et échangés comme une cargaison à destination des Amériques, faisant l'objet d'un traitement indigne, injuste et inhumain et soumis à la torture, aux mauvais traitements et au travail forcé,

Rappelant que l'esclavage et la traite transatlantique des esclaves, un des crimes les plus graves commis contre l'humanité, n'ont pas reçu un degré satisfaisant de reconnaissance et que l'on sait très peu de choses sur ce système inhumain, dont les conséquences durables se font toujours sentir dans de nombreux secteurs de la société actuelle,

Reconnaissant l'importance que revêt l'éducation des générations présentes et futures au sujet des causes et des conséquences de l'esclavage et des enseignements à en tirer enfin de veiller à ce que cette période obscure de l'histoire de l'humanité ne se répète plus jamais,

Se félicitant de l'attention croissante que l'initiative visant à ériger un monument permanent à l'ONU ainsi que les activités connexes ont attiré sur la question de l'esclavage et de la traite transatlantique des esclaves :

1. *Décidons* d'entériner l'initiative visant à ériger au siège de l'ONU, en un lieu en vue et accessible, un monument permanent en l'honneur des victimes de l'esclavage et de la traite transatlantique des esclaves;
2. *Encourageons* les États qui ne l'ont pas encore fait à verser une contribution au fonds créé pour l'érection de ce monument permanent;
3. *Nous engageons* à veiller à ce que plus jamais il ne soit permis qu'un système aussi atroce se répète, et, dans cet esprit, nous engageons également à soutenir l'accomplissement de l'initiative visant à ériger le monument permanent.

La Havane, le 29 janvier 2014

Déclaration spéciale sur les petits États insulaires en développement

Nous, chefs d'État et de gouvernement d'Amérique latine et des Caraïbes, réunis à La Havane à l'occasion du deuxième Sommet de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC), qui s'est tenu les 28 et 29 janvier 2014,

Reconnaissant les vulnérabilités propres aux petits États insulaires en développement (PIED) des Caraïbes qui entravent leurs efforts pour parvenir au développement durable et, tenant compte de l'impact notable des catastrophes naturelles et de l'effet néfaste du changement climatique,

Soulignant le résultat notable obtenu lors de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, tenue en juin 1992 (la Conférence de Rio) lorsqu'a été renforcé le modèle de développement durable qui accorde la même importance aux dimensions sociale, environnementale et économique du développement,

Soutenant le résultat obtenu lors de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio +20) qui s'est achevée le 23 juin 2012 à Rio de Janeiro (Brésil) par un accord sur la voie que doit suivre dans les années à venir le programme de la communauté internationale en matière de développement durable, particulièrement les dispositions concernant spécifiquement les PIED,

Reconnaissant l'importance que revêt l'accord issu de Río+20 tendant à organiser la troisième Conférence sur les PEID en 2014 à Samoa et affirmant l'engagement pris par les PEID des Caraïbes de participer à la préparation de cette conférence,

Donnant notre adhésion aux résultats de la réunion préparatoire des Caraïbes pour la troisième Conférence internationale sur les PEID tenue à la Jamaïque en juillet 2013 ainsi qu'aux résultats de la réunion préparatoire intrarégionale organisée à la Barbade en août 2013 où il est reconnu que cette troisième Conférence internationale sur les PEID constitue une occasion décisive pour centrer les efforts en matière de développement, faciliter le dialogue, créer des associations et formuler des stratégies de développement visant à obtenir des résultats concrets,

Réaffirmant la validité comme référence du programme d'action de la Barbade pour le développement durable des petits États insulaires en développement qui fournit à ces derniers le cadre fondamental de leur développement durable,

Appuyant les efforts déployés par la CEPAL pour mieux faire connaître et comprendre les difficultés rencontrées par les PIED des Caraïbes et les possibilités qui s'offrent à eux dans le cadre de l'année internationale des PEID en 2014,

Reconnaissant qu'il convient d'accorder une attention particulière au renforcement de la capacité de prévention, de récupération et d'adaptation des petits États insulaires en développement, y compris au soutien qu'il est prévu que les pays développés doivent fournir au titre du transfert de technologie et du développement, du renforcement des capacités et de la mise en valeur des ressources humaines,

1. *Invitons* les États d'Amérique latine et des Caraïbes à continuer de reconnaître et d'appuyer le programme de développement durable en assurant la coopération régionale, en s'engageant à donner suite aux accords adoptés lors de la Conférence de Rio +20, en accordant une attention permanente aux problèmes liés au

changement climatique et aux mesures visant à atténuer les effets des catastrophes et en favorisant une défense plus poussée des PIED au plan international;

2. *Estimons* qu'il importe de donner la priorité aux PEID dans le cadre des plans et des programmes de coopération de la CELAC.

La Havane, le 29 janvier 2014
